
PETROLE ET RENAISSANCE ECONOMIQUE AU GABON

Rapport de la Commission Economique du BDP-Gabon Nouveau sur le Gabon

Commission Dirigée et Présidée par le
Dr. Richard Assima

Ministre de l'Economie, du Commerce et du Développement

Gouvernement de Salut National en Exil

BDP-Gabon Nouveau



Genève, le 7 novembre 2003



Table des matières

Avant-propos	3
Introduction.....	4
I - Potentiel pétrolier gabonais et réserves exploitables : perspectives à l’horizon 2025?	5
II – Industrie pétrolière gabonaise : perspectives nationales et sous-régionales. .	8
III - Pétrole et diversification de l’économie	21
IV – Conclusion : Pas d’« après-pétrole » réel sans « après-Bongo » immédiat ..	24
Bibliographie sommaire.....	26

Avant-Propos

A la demande du Dr. Daniel Mengara, «Pétrole et Renaissance Economique au Gabon» constitue une tentative, mais aussi une esquisse de réflexion sur l'industrie pétrolière gabonaise dans l'optique et la cadre d'une réforme profonde des institutions actuelles, prisonnières des gouvernants gabonais et du néocolonialisme français. C'est une analyse qui se veut à la fois globale et globalisante, c'est-à-dire qui prend en compte les aspects spatio-temporels de l'industrie pétrolière, à savoir, d'une part, son évolution historique passée, présente et future et, d'autre part, son rôle national, sous-régional et international dans le cadre des besoins de développement de notre pays sur les plans social, économique et politique.

Le Dr. Daniel Mengara, Coordonnateur du BDP-Gabon Nouveau et Premier ministre du gouvernement gabonais de salut national en exil, a demandé au Dr. Richard Assima, Ministre de l'Economie, du Commerce et du Développement dudit gouvernement, de former une commission économique spéciale dont le but était de se pencher sur les aspects préoccupants de l'économie gabonaise, notamment la situation du pétrole au Gabon, afin de susciter non seulement au sein de notre mouvement, mais aussi au Gabon et chez nos partenaires économiques, une réflexion sérieuse sur les voies et moyens qui permettront à notre pays de se tirer du bourbier économique dans lequel il s'est enlisé après 36 ans de bongoïsme au Gabon.

Cette réflexion s'est articulée autour de quatre questions essentielles :

- 1) Quel est le potentiel pétrolier gabonais en termes de réserves exploitables et récupérables, et quelles perspectives peut-on dégager de ce potentiel à l'horizon 2025?
- 2) Comment le Gabon peut-il encore se doter d'une industrie pétrolière capable de couvrir les besoins nationaux, maîtriser les diverses étapes allant de l'exploration (upstream) à la distribution (downstream), et étendre ses activités dans la sous-région?
- 3) Comment le Gabon peut-il se servir de son industrie pétrolière actuelle afin de promouvoir le développement d'autres secteurs clés de l'économie liés ou non au pétrole?
- 4) Quelles conclusions et quelles perspectives pour un réel « après-pétrole » qui n'aurait aucun sens si on ne peut, de manière concomitante parler d' « après-Bongo » ?

La Commission de 6 membres venant de secteurs économiques divers s'est réunie à huis clos à Genève en Suisse pendant tout le mois d'Octobre pour examiner ces sujets. Elle livre donc ici son rapport, qui a été approuvé par le Dr. Daniel Mengara, Coordonnateur, et le Comité Directeur du BDP-Gabon Nouveau, lors d'une réunion de remise de rapport à Genève, en Suisse.

Le BDP-Gabon Nouveau et son gouvernement de salut national en exil entendent ainsi contribuer à la réflexion nationale qui va s'engager bientôt autour des épineux problèmes de l'économie gabonaise en faillite et de la réforme politique, une réforme nécessaire et urgente pour une renaissance économique rapide et conséquente de notre pays. La Commission entend ainsi justifier la nécessité d'un démantèlement immédiat du régime d'Omar Bongo, pour que puisse renaître le Gabon.

Fait à Genève, le 7 novembre 2003

**Dr. Richard Assima
Ministre de l'Economie, du Commerce et du Développement
Gouvernement de Salut National en exil
Président de la Commission Economique du BDP-Gabon Nouveau sur le Gabon
BDP-Gabon Nouveau**

Introduction

Il faut d'abord remarquer que l'industrie pétrolière a tenu, tient et continuera à tenir une place exceptionnelle, nous dirons prépondérante, dans l'économie gabonaise. Le pétrole constitue la ressource naturelle la plus importante de ce petit pays du Golfe de Guinée de 1,2 million d'habitants et d'environ 268 000 km². Actuellement, les exportations et la fiscalité dans le domaine pétrolier comptent pour 60 % des revenus de l'Etat et plus de 40 % du PIB. Ce qui classe le Gabon au rang de pays à revenu intermédiaire ayant, en fonction des fluctuations pétrolières, l'un des PIB par habitant les plus élevés en Afrique subsaharienne soit US\$ 6,300 en 2000 et troisième pays africain producteur de pétrole après le Nigeria et l'Angola. A un moment où la Guinée équatoriale est en passe de surpasser totalement le Gabon en termes de richesses et de réserves pétrolières, il convient de commencer, dès maintenant, à s'interroger sur l'importance et la place du pétrole dans l'économie gabonaise, non seulement maintenant, mais aussi à l'horizon 2025.

L'importance des ressources pétrolières dans notre économie n'est plus tellement à démontrer. Toute fluctuation du cours du dollar américain et du prix du baril (paramètres «externes») et toute chute de production (paramètre interne, tel est le cas actuellement), influent, d'une manière extrêmement importante, sur ses ressources financières. Cela a de lourdes conséquences négatives sur son programme de réformes économiques, à savoir la diversification, la privatisation, la politique fiscale, le remboursement de ses dettes extérieures (qui atteignent environ US\$ 4 milliards) et intérieures, l'application de tous les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) du FMI liés à la réforme du secteur public et le rééchelonnement de la dette bilatérale. En d'autres termes, pour assurer une stabilité sociale, économique et politique à long terme, le Gabon doit faire l'effort de maîtriser les paramètres internes et externes, c'est-à-dire d'une part la «production» par le maintien d'un niveau de production substantiel et d'autre part par la mise en place de techniques de gestion des recettes pétrolières. Cela passe par le renouvellement des réserves à chaque étape de l'évolution globale des connaissances scientifiques et technologiques de cette industrie d'une part, et par l'intégration de cette industrie dans un contexte social, économique et politique à l'échelle locale, régionale et globale d'autre part.

Les bassins côtiers gabonais s'étendent sur 885 km le long de la côte Atlantique avec grosso-modo un Bassin Nord-Gabon allant de la frontière Gabon/Guinée Equatoriale jusqu'à Omboué et un Bassin Sud-Gabon allant de Omboué à la frontière Congo/Gabon. Pour donner une petite idée au profane sur l'industrie pétrolière au Gabon (HIS Energy Group, 2003), chaque bassin pétrolier comprend une partie onshore (à terre) et offshore (en mer) explorable. C'est ce qu'on appelle dans le jargon pétrolier un domaine minier. Ce domaine minier est divisé en permits ou concessions appelées encore blocks. Actuellement, les domaines miniers onshore et offshore sont respectivement de 56,170 km² et 217,793 km² avec la dernière mise à disposition (le 9^{ème} round) des permits sur le marché mondial en 2000. Ce sont ces permits qui sont attribués aux sociétés opératrices comme Elf et Shell Gabon qui mènent des activités d'exploration en utilisant des techniques de géologie et géophysique, de forage puis de production en cas de découverte. Le pétrole brut ainsi produit est stocké aux terminaux du Cap Lopez (pour Elf) ou de Gamba (pour Shell) pour ne citer que ceux-là. Ce pétrole brut est ensuite transformé par la raffinerie Nationale SOGARA (Société Gabonaise de Raffinerie) et/ou vendu sur des marchés internationaux dont le prix est fixé en fonction de sa qualité (le Mandzi ou le Rabi Gabonais) en référence au Brent de la Mer du Nord. Les produits transformés sont commercialisés par Pizo Shell et d'autres compagnies transnationales pour le marché intérieur gabonais.

Or, à cause des ramifications politiques qui influent négativement sur l'économie gabonaise, toute réflexion sur un changement profond à la fois des institutions et des gouvernants au Gabon doit nécessairement passer par une réflexion profonde de son industrie pétrolière. C'est une industrie qui a joué et qui continuera à jouer un rôle important pour le Gabon, mais sa mise efficace au service d'un développement durable et maîtrisé dépend lourdement de l'évolution politique du pays.

I - Potentiel pétrolier gabonais et réserves exploitables : perspectives à l'horizon 2025

L'histoire de notre pays nous apprend que l'exploration pétrolière commence au Gabon à la fin du XIX^{ème} siècle par la Société des Pétroles de l'Afrique Equatoriale Française (SPAEF) qui deviendra Elf-Gabon en 1967. Le premier puits d'exploration est foré en 1934, et la première découverte est faite en 1956 onshore à Port-Gentil (le champ Pointe Clairette) par la SPAEF avec des réserves exploitables et récupérables estimées à 35 millions de barils (MMb) grâce à l'introduction de la technique de sismique en exploration. La première mise en production d'un champ est faite en 1957, juste avant l'indépendance. Cette découverte a scellé l'avenir et le destin de tout un peuple!

La seconde avancée technologique est l'ouverture de l'offshore à l'exploration. Cela a conduit à une importante découverte du champ Anguille en 1962 par la SPAEF. Les réserves exploitables et récupérables cumulées atteignent 275 MMb. Puis d'autres découvertes faites par Shell vont suivre. Le Gabon atteint un pic de production de 225 mille barils (Mbj) par jour en 1975, et ceci lui vaut son admission au sein de l'OPEP (Organisation des Pays Producteur de Pétrole) qu'il quittera en 1995 pour incapacité de payer ses cotisations dans un contexte de crise pétrolière grave qui a vu les revenus du pays baisser draconiennement et l'état en presque cessation de paiement.

La troisième avancée a été l'amélioration des techniques sismiques qui ont rendu plus ou moins possible la vision sous l'épaisse couche de sel onshore (qui se comporte comme un écran et absorbe les ondes sismiques). Cela a conduit à la découverte du gigantesque champ Rabi-Kounga en 1985 par Shell (700 MMb de réserves exploitables et récupérables), un des champs les plus importants en Afrique Subsaharienne à cette époque. Les réserves exploitables et récupérables cumulées avoisinent alors 2 milliards de barils (MMMb), soit près de 1,9 MMMb pour être un peu plus précis). Cette découverte a eu des conséquences importantes sur le futur de l'exploration au Gabon. D'abord un grand nombre de nouvelles sociétés s'est intéressé au domaine minier gabonais alors qu'il était, jusqu'ici, dominé par Elf et Shell. Ensuite cela a contribué de façon significative à l'augmentation des réserves après une période de 10 ans de diminution, entre 1976 et 1984. A la fin des Années 90, ces réserves exploitables et récupérables sont de 2 MMMb environ et la production est de 350 Mbj en 1998 (Voir fig.1).

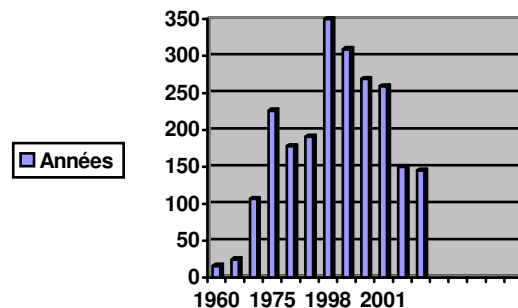


Fig. 1: Production pétrolière du Gabon en milliers de baril par jour (Source IHS Energy group)


Selon les analyses faites cette année par le Dr. Duncan Clarke, Chairman et CEO de Global Pacific & Partners, l'ouverture de l'offshore profond et très profond grâce à l'amélioration des techniques de forage permettrait une estimation des réserves actuelles du Gabon à 2,6 MMMb et avec un autre potentiel de 5 autres MMMb à l'horizon 2025. Du fait de la chute des réserves, sa production est actuellement en dessous de 150 Mbj. Cela est dû essentiellement à la chute de production de Rabi-Kounga qui compte pour 60% de la production du pays. Certains spécialistes comme l'ex-Directeur Général d'Elf-Gabon, Jean-Pierre Cordier, pensent que le Gabon est une province pétrolière mature et d'autres comme Jean-Marie Gavalda, Directeur de la Zone Afrique, soutiennent que l'offshore profond n'est pas très prometteur au vu des premiers résultats d'exploration (IPS, 1999). Mais beaucoup d'autres, comme le Dr. Duncan Clarke, suggèrent que le Gabon, au même titre que le Cameroun et le Congo, sont des fleurs du «West Africa» qui risquent de faner bien avant 2025.

Il reste tout de même que les spécialistes de tous bords pensent que le Gabon est certes une province pétrolière mature, mais une province plutôt ATYPIQUE, et ceci pour deux raisons principales. La première raison de son caractère atypique est liée aux critères locaux de ses bassins côtiers pétrolifères. Onshore, certains paramètres comme l'épaisse forêt qui rend l'exploration difficile et les couvertures de latérite et de sel qui absorbent l'énergie sismique sont telles qu'il est difficile de voir en dessous. Dans des conditions normales d'exploration, c'est-à-dire pour une province pétrolière normale sans les difficultés pré-citées, une fois que les pièges pétroliers sont mis en évidence, on fait un classement (ranking) ou une hiérarchisation des pièges par ordre décroissant de leurs réserves exploitables et récupérables. Les pièges les plus rentables économiquement sont forés et mis en production en premier afin d'assurer un rapide retour à l'investissement. Dans ce contexte, on remarque rapidement que Rabi-Kounga, qui est le champ le plus important du Gabon à l'heure actuelle, n'a été découvert que 30 ans environ après Pointe Clairette. Autrement dit, la mise en production de champs au Gabon ne suit pas la logique de ranking. Toutefois, à chaque avancée technologique et/ou scientifiques, comme on le démontre plus haut, une découverte importante a été faite au Gabon. Cela nous laisse penser qu'il reste encore des pièges de pétrole «subtils» à découvrir et que le Gabon pourra ainsi augmenter ses réserves au gré des avancées scientifiques et technologiques qui sont loin de s'arrêter, sauf si, comme on le craint, des produits énergétiques de substitution venaient à remplacer le pétrole dans les 20 ans qui viennent. Le Gabon se retrouverait ainsi privé de sa source principale de revenus.

La deuxième raison est d'ordre scientifique et technologique en rapport avec l'offshore. Du point de vue scientifique, les modèles géologiques et géophysiques en eaux profondes et très profondes (deep et ultra deep water) ne sont pas encore tout à fait au point. Cela suggère qu'il y a encore certaines zones d'ombre à explorer aussi. Du point de vue technologique, on peut désormais forer sous 3 km d'eau et 5 à 6 km de sédiment c'est-à-dire plus ou moins 10 km. Mais une nouvelle génération de Rig (installation de forage) est en construction. Par exemple, la nouvelle génération de Rig de Rowan, une société contractrice de forage appelée Tarzan pourra forer au-delà de 10 km (35 Mfeet) de profondeur. La nouvelle thématique, le nouvel objectif ou la nouvelle frontière de l'exploration des sociétés pétrolières américaines dites «majeures» dans le Golfe du Mexique est, selon Antosh, de forer offshore sous la couche de sel.

Autrement dit, pour répondre à l'argument selon lequel les premiers résultats de l'offshore profond gabonais ne sont pas prometteurs, on peut tout d'abord dire que ce n'est pas tout l'offshore profond qui a été foré, c'est l'extrémité sud du Bassin Sud-Gabon qui l'a été. Cette partie des bassins côtiers gabonais est ce qu'on appelle un bassin ou une marge affamée, c'est-à-dire que c'est la partie du bassin la moins profonde et il n'y a pas de rivière majeure qui l'alimente en sédiments comme l'Ogooué au nord ou le Congo au sud. De plus, ce sont des sédiments très jeunes venant du delta du Congo qui ont été forés. Il faut savoir que pour que le pétrole se forme, il faut: (1) la matière organique qui s'enfouit sous une certaine (2) couche de sédiment et à certaines conditions de (3) température et de (4) pression pendant un certain (5) temps. Il reste encore des sédiments plus anciens et plus profonds à forer. Laissons venir Tarzan et ses frères. Comme l'a dit le Directeur Général de Shell-Gabon Jean Pierre Tallion: «Avec un peu d'ingéniosité, on peut encore faire des choses au Gabon».

Il faut aussi remarquer que Elf (Total aujourd'hui) a fait d'importantes découvertes (des géants, parmi les plus importants au monde) sur le block 17 d'Angola (Jurassol, Dalia, Lirio...). Comme au Gabon ce n'est pas le cas et les découvertes se font rares, les compagnies pétrolières anciennement implantées au Gabon comme Elf commencent à quitter le navire gabonais pour s'installer dans des provinces pétrolières un peu plus prometteuses (Angola, Nigeria, Guinée équatoriale, etc.). On crache donc désormais dans la soupe gabonaise après l'avoir mangée pendant près d'un siècle. Dans ce contexte, pour que le pétrole gabonais puisse continuer à bénéficier d'une certaine attention, il est impératif qu'un état beaucoup plus solvable, compétent et gestionnaire s'instaure au Gabon pour mieux accompagner les investissements en exploration, les encourager et créer les conditions les plus optimales en matière de fiscalité et autres pour les compagnies souhaitant s'investir dans ce domaine. On peut prendre l'exemple des USA. La nouvelle crise énergétique dans ce pays le plus industrialisé du monde a incité l'administration actuelle à autoriser les compagnies pétrolières à forer le long des autoroutes et non loin des grandes villes des états du sud. Les prospections en eau très profonde ont également été autorisées. Cela contribuera à réduire les importations de pétrole pour quelques temps dans un pays où le premier puits pétrolier fut foré en 1849, c'est-à-dire il y a plus d'un siècle et demi par le Colonel Drake. On dira qu'il faut comparer le comparable... c'est vrai, mais tout est une question de politique économique cohérente. Pour le moment, le Gabon, avec son gouvernement mafieux et presque inexistant, n'a aucune politique économique, et encore moins de cohérence dans son approche globale du développement national.



Il faut aussi remarquer que le programme américain «The Field Demonstration Program» (4) a été initié en 1992 en réponse au rapide déclin de la production domestique et le constat qu'une grande quantité de pétrole (60 à 70%) est abandonnée dans les réservoirs à cause de techniques de production non rentables économiquement (US Department of Energy, 2002). Les stratégies de ce programme sont en cours de développement dans des universités américaines sponsorisées par les sociétés dites majeures sous la supervision de l'Etat. Les premiers résultats sont encourageants car par exemple la technique de double déplacement (The Double Displacement Process) par injection d'air dans un champs en baisse de production a une récupération qui varie entre 80 et 90 % du pétrole en place. Leur vulgarisation comme c'est le cas au Venezuela pourrait permettre la revalorisation de plusieurs champs au Gabon, comme le champs de Rabi-Kounga considéré comme un champs en déclin alors qu'il contient encore 1 milliard de barils dans le sous-sol, dont une bonne partie sera perdue à cause des limitations dans les techniques actuelles.

Le contexte économique et politique global (économie-monde) doit être pris en compte aussi. Durant OTC 2003 (Offshore Technology Conference), la manifestation la plus importante de l'industrie pétrolière organisée à Houston, au Texas tous les ans, s'est tenue une session spéciale sur le «West Africa». Les sociétés pétrolières dites «majeures» ont décidé de faire un effort d'exploration en Afrique, qui devient ainsi la seconde province pétrolière mondiale et le dernier vrai marché émergeant après le «Mid-East», avec un potentiel de réserves variant de 56 à 60 milliards de barils. Par ailleurs, le pétrole africain représente aujourd'hui près de 14 % des importations américaines (après le Mid-East: 29 %). Le National Intelligence Council américain prévoit que ces importations seront de 25% en 2015. La compagnie pétrolière internationale américaine Chevron-Texaco a annoncé qu'elle dépenserait 20 milliards de dollars pour l'effort d'exploration en Afrique à partir de l'année prochaine. L'Afrique constitue une alternative au Mid-East du fait de sa relative stabilité politique. L'administration américaine actuelle organise une conférence à Washington cette année où responsables politiques de haut rang et hommes d'affaire se rencontreront afin de lancer des projets économiques (Vieth, 2003). Le Ministre américain des Affaires Etrangères Colin L. Powell s'est rendu au Gabon et en Angola afin de discuter des problèmes pétroliers. Le Président Bush vient de faire une tournée dans d'autres pays africains pour les mêmes raisons. Le Vice Président Dick Cheney pense que le «West Africa» est une source d'approvisionnement en pétrole et en gaz pour le marché américain qui est en croissance rapide et a promis aux officiels africains de faire tout ce qui est en son pouvoir afin de promouvoir le développement de l'industrie pétrolière par un effort agressif de promotion du développement économique et de réformes gouvernementales. Le Gabon exporte actuellement 40 % de son pétrole brut vers les USA, ce qui fait des USA le premier partenaire économique du Gabon de par les montants qui découlent de ces transactions pétrolières.

Le Gabon a donc un rôle à jouer dans ce contexte économique et politique global afin de renouveler ses réserves et améliorer sa gestion, donc de redynamiser son industrie pétrolière et par voie de conséquence son économie en général. Cependant les dirigeants gabonais sont dans la ligne de mire de l'administration américaine à cause de la corruption endémique qui y sévit et de la mauvaise gestion des revenus pétroliers, et ceci depuis l'administration Clinton (le Sénat américain a fait une enquête sur les comptes du Mollah Omar Bongo à la CitiBank, un rapport de 68 pages a été rédigé par les enquêteurs démocrates du Permanent Sub-Committee on Investigations).

II - Industrie pétrolière gabonaise : perspectives nationales et sous-régionales

A la question de savoir si le Gabon peut encore se doter d'une industrie pétrolière capable de jouer un rôle national, sous-régional et international, on va répondre simplement après réflexion qu'il faut quasiment faire une révolution à la Kabila, c'est-à-dire un changement total des institutions et du régime actuels opéré par des Gabonais et pour les Gabonais. Il n'y a pas d'autre alternative possible à l'impératif du changement immédiat au Gabon, et l'on comprendra pourquoi dans les lignes qui viennent.

Il faut présenter d'abord la structure administrative actuelle de l'industrie pétrolière au Gabon. Il n'existe pas de société nationale de pétrole. PETROGAB est la société nationale qui a fermé ses portes suite à la mauvaise gestion chronique du régime Bongo et dont les actifs ont été reversés à l'Etat Gabonais. Mais, au-delà même de la corruption et de la mauvaise gestion, il y a d'autres raisons derrière la disparition de PETROGAB. Le Ministère des Mines, de l'Energie et du Pétrole à un département qui s'occupe des questions pétrolières. Ce département a souvent mué ; il s'appelait d'abord Direction Générale de l'Exploration et de l'Exploitation des Hydrocarbures (DGEEH) avant de se muer en la tristement célèbre Direction Générale des Hydrocarbures (DGH). La DGH avait été créée et organisée dans les années 70 par Samuel Dossou-Aworet qu'on appelle «Sam» dans les milieux financiers alors que M. Mbouï Boutsî était Ministre des hydrocarbures. Dossou-Aworet devenait Directeur Général avec comme background une maîtrise en économie, sans véritable expérience ni diplôme dans le domaine pétrolier. Il est entouré de conseillers étrangers, tous des apprentis sorciers, que lui confient une société américaine de management quasi-fictive puisque créée de toutes pièces. Comme agents, des Gabonais qu'on appelle des «Roumains», c'est-à-dire des Gabonais que l'Etat envoie en Roumanie, dans sa politique d'ouverture au monde communiste, avec comme diplôme le CEPE ou tout au mieux le BEPC et qui reviennent ingénieurs !! Il y a aussi quelques survivants de l'ex-PETROGAB. Le Directeur Général interagit de façon autonome avec les sociétés opératrices, ne rapporte que très peu à son Ministre, mais est sous la coupe directe du Mollah Omar Bongo via son cabinet en affaires privées. Dossou-Aworet est obligé de partir sous la pression d'une grève au début des années 90 car il est d'origine béninoise et met à sa place un agent gabonais, une marionnette qu'il dirige à distance. Il organise probablement la création de sociétés conseillères techniques de l'Etat dont il est lui-même le Directeur Général, comme par exemple Amerada Hess Gabon ou encore Energie Africa Gabon S.A., Perinco Gabon, Force Energy et probablement d'autres comme les fameuses sociétés offshore. Notre super agent s'installe plus tard à Genève en Suisse où il crée Petrolin Group dont il est évidemment actionnaire à 100%, avec une représentation à Londres et à Monaco, et agissant comme conseiller spécial du Mollah Omar Bongo en affaires pétrolières.

Ce que le milieu pétrolier n'arrive pas à comprendre c'est que Dossou-Aworet soit actionnaire à 100% de Petrolin Group, qu'il soit d'origine béninoise et qu'il possède des données de près d'un siècle d'activité pétrolière d'un Etat souverain récupérées à la DGH entre 1988 et 2000. Il faudra un jour qu'il restitue ces données par le biais de la Cour Internationale de Justice au peuple gabonais car elles appartiennent au peuple, pas au Mollah Omar. En fait, Petrolin est la vraie DGH du Gabon. En d'autres termes, la DGEH officielle n'existe que de façon virtuelle car toutes les activités pétrolières gabonaises sont managées depuis la Suisse via le cabinet privé qui a une cellule pétrolière et les fameuses sociétés conseillères techniques de l'Etat. Ces dernières se partagent les parts de l'Etat gabonais dans différents projets de production directement, rôle que devrait jouer une société nationale ou du moins la DGEH puisque la société nationale a disparu. Ces sociétés écran sont là en fait pour mieux converger les recettes pétrolières de l'Etat vers des sociétés offshore qu'on ne présente plus depuis l'affaire de Elf, l'examen par la Federal Reserve Bank américaine des comptes de Citibank du Mollah et le parlement français qui examine les rapports occultes entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique sous l'impulsion de Noël Mamer. Il faut encore noter ici que le downstream est sous son contrôle aussi puisque Dossou est Directeur Général de Pizo Shell, la Société nationale de commercialisation des produits pétroliers;

L'on comprend maintenant pourquoi les stations d'essence au Gabon sont détenues par des Béninois en majorité. C'est parce que c'est Petrolin Group qui commercialise la part de production de la République Gabonaise sur les marchés nationaux et étrangers. Voilà pourquoi Dossou a installé une autre marionnette au service commercialisation du ministère, une de ses maîtresses dit-on. Il est aussi Directeur Général de la FIBA devenu BGFI après l'affaire de Elf, or la BGFI est la banque du Mollah Omar Bongo et de Elf, de Pardev et de beaucoup d'autres sociétés au Gabon et ailleurs. Dossou a aussi le

contrôle des prêts octroyés par le FMI et des différentes aides, car on dit aussi que la responsable du FODEX au Gabon est une de ses multiples maîtresses. Le Mollah Omar Bongo a donc fait de Dossou-Aworet le Pontifex Maximus de l'industrie pétrolière gabonaise, et même de l'économie gabonaise tout court à travers des moyens mystico-phalliques (Vodou, franc-maçon, mariages...), mettant ainsi l'industrie pétrolière gabonaise au service d'un clan de kleptocrates mafieux dont le but est d'enrichir Omar Bongo et sa bande.

Ce qui est tout à fait inquiétant dans ce rapport entre Dossou et les autorités gabonaises, à notre sens, c'est que si d'une part Dossou fait à Omar Bongo des entrées en millions de dollars US tous les ans et d'autre part a face à lui des personnes qui ont eu zéro faute en dictée au baccalauréat, un ministre limité physiquement, des Gabonnais « Roumains » («des illettrés avec leurs expériences» pour citer Pierre-Claver Akendengue), on comprend pourquoi l'état gabonais a pu devenir l'otage des intérêts bongoïstes. C'est ainsi qu'au Gabon on peut conclure qu'il n'y pas vraiment d'état puisque les ministres même de la république rendent compte directement à la cellule pétrolière du Palais de Marbres. Ils sont donc impuissants vis-à-vis de la situation. Mais comme ceux qui deviennent ministre au Gabon ne le deviennent que parce que Bongo voit en eux des gens capables de voler et de détourner, ils entrent facilement dans la danse du CFA-phallique qu'Omar leur sert. Ils sont parents ou le deviennent, c'est-à-dire qu'ils sont membres directs de la famille ou le deviennent par l'acte sacré du mariage et de la fornication homosexuelle. En tant que beau-fils ou « maîtresses » homosexuelles du Mollah, ils peuvent mieux bénéficier de la structure sous tous ses angles et espérer rester au pouvoir ad aeternam.

Actuellement, et surtout après les scandales Elf, on dit que la tendance est d'écarter « Sam » Doussou Aworet et son lobby et passer la gestion à une vieille connaissance qu'on vient de nommer Coordonnateur des Affaires Présidentielles, M. Lemboumba Lepandou. La DGH a donc presque perdu la marionnette, le Directeur Général qui, selon les fonctionnaires de l'immeuble du pétrole, était en mission au Gabon et logeait dans des avions. A sa place, on a fait appel aux services d'un agent de Elf-Gabon devenu «persona non grata» dans le management d'Elf. Il est assisté par d'autres revenants et déchus de l'industrie pétrolière. Le ministre actuel quant à lui n'est pas un parent, mais il a été recommandé par le Président du MAB (Mouvement des Amis de Bongo), Georges Rawiri, le deuxième président du pays...

Pour revenir au pétrole, notons d'abord que le code minier gabonais est dès le départ la copie conforme du code minier français ou du moins façonné de manière à ce que toute activité pétrolière et minière au Gabon, on va dire économique de façon générale, n'échappe à la France. Une sorte de mainmise légalisée par des textes sur l'économie car le Gabon, comme toutes les ex-colonies africaines, avaient été préparé pour la fameuse communauté entre la France et ses colonies, mais pas pour l'indépendance. Ce code minier a été revu plusieurs fois dès lors. La version actuelle, pour ce qui concerne le pétrole, n'existe nulle part ailleurs. Elle a été façonnée et taillée afin de mieux servir les intérêts, pas de l'Etat gabonais, mais de la boulimie financière grandissante du Mollah et des intérêts économiques de la France.

Il y a par exemple ce qu'on appelle le Contrat d'Exploration et de Partage de Production, CEPP (DGEEH, 1998). C'est un type de contrat qui engage une société opératrice à faire des opérations d'exploration à ses propres coûts (la phase la plus coûteuse) et l'oblige à accepter un partenaire désigné par l'Etat, une des fameuses sociétés conseillères techniques de l'Etat, en cas de découverte. Il y a aussi le Contrat Exclusif de Production (CEP) qui est le plus souvent attribué aux mêmes fameuses sociétés conseillères techniques de l'Etat. Lorsque celles-ci font une découverte, aucune autre société opératrice ne peut intégrer le projet. Autrement dit, le CEPP oblige les sociétés opératrices à céder un pourcentage d'actif à une société conseillère de l'Etat qui est inférieur ou égal à 10% en cas de découverte, d'où le CEP. Les sociétés opératrices n'apprécient pas trop cette magouille.

De plus, pour se voir attribuer un permis et signer un contrat au Gabon, c'est un chemin de croix. Il faut traîner dans les couloirs de la DGH qui sont au 2^{ème} étage de l'Immeuble du Pétrole, bâtiment B, sans salle d'attente même quand on a un rendez-vous. On ne sait pas si «Globe trotter» a raté son vol ou s'il est entrain de dormir. De l'Aéroport Léon Mba, il va directement faire la fête jusqu'au petit matin dans un des multiples night-clubs qui grouillent dans la capitale gabonaise. Vous avez une chance sur dix de le voir car « il est reparti pour une autre mission », vous fait savoir sa secrétaire. Cela peut prendre des mois. Si vous arrivez à le rencontrer, il a droit à un bonus, ou pour être élégant, une commission ou tout simplement un pot de vin. Mais comme il n'est directeur que d'apparence, toute cette machination n'a qu'un but : il vous a tout simplement donné droit à rencontrer Sam en Suisse. Evidemment, quand on rencontre Sam Dossou-Aworet, on doit aussi lui payer un bonus. Il faut ensuite s'adresser au cabinet du

Ministre où il y a une autre de ses multiples marionnettes, quand elle est au travail, car ici on brille par l'absentéisme et la complicité avec «Globe trotter». Le plus souvent, il vous fait savoir que votre «proposal» n'est pas satisfaisant, il faut le revoir. La vérité est qu'il veut tout simplement aussi sa part du gâteau. Cela prendra encore de longs mois. Finalement vous rencontrez Monsieur le Ministre qui appose la signature officielle, mais on doit aussi lui payer un autre bonus de signature qui est cette fois-ci «officiel». Il vous fait miroiter qu'il peut vous organiser une rencontre privée avec le Mollah. C'est une manœuvre très simple pour lui car le Directeur du Cabinet Privé est Madame son épouse, qui n'est autre que la fille du Mollah. Mais il faut encore faire un chèque, probablement le plus chaud.

Ceci veut dire que les compagnies souhaitant s'investir dans le domaine pétrolier non seulement doivent faire face à ces fameuses « sociétés conseillères techniques » de l'Etat en cas de découverte, mais aussi au besoin de payer à l'Etat des royalties et autres fiscalités très élevées sur leurs parts. Il faut payer en moyenne à l'Etat 75% sur chaque baril de pétrole vendu.

Il faut vous rappeler que le monde pétrolier sait que le Gabon est une province pétrolière qui est arrivée à maturité, que la dernière grande découverte a été faite en 1985 (Rabi-Kounga) et que l'offshore n'est pas très prometteur au vu des premiers résultats comme on l'a vu. Le Gabon se trouve donc en bien mauvaise posture, vu qu'il y a maintenant en Afrique de l'Ouest et du Centre (le «West Africa»), des provinces pétrolières émergentes ayant, bien évidemment, des réserves et des découvertes beaucoup plus importantes, et un code minier et un système fiscal beaucoup plus attractifs. On citera en exemple le Sao Tomé et Príncipe, la Guinée Equatoriale et l'Angola.

Tout ceci pour dire que le Gabon est un pays qui a perdu sa crédibilité dans le monde pétrolier vu que les sociétés voulant y investir y perdent désormais plus d'argent qu'elles n'en gagnent. Or, dans le monde pétrolier et économique, c'est le potentiel de profit qui guide les nécessités d'investissement. La structure administrative corrompue du Gabon devient donc une véritable usine à gaz qui asphyxie et détourne l'investissement, surtout dans le contexte d'un potentiel pétrolier à risque élevé, malgré l'apparente « stabilité politique » du pays. Même si le Mollah Omar Bongo s'est vu décerner à Houston en 1999 (AFP, 1999), un faux prix récompensant son leadership dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique par le Corporate Council on Africa (CCA, Conseil des Entreprises sur l'Afrique), il y a une instabilité politique implicite qui ne rassure aucunement les investisseurs. Ces derniers craignent désormais une explosion similaire à celle de la Côte d'Ivoire. Le Gabon a donc, en plus de sa débâcle économique, perdu sa crédibilité politique sous-régionale et internationale. Vous aurez ainsi compris pourquoi le Président de la Guinée Equatoriale, Theodoro Obiang Nguema Mbazogho, s'est permis de faire attendre le Mollah pendant de longues heures lors de sa dernière visite officielle au Gabon (la Guinée Equatoriale est passée 3^{ème} producteur en Afrique Sub-Saharienne avec une production de 210 Mbj en 2003, et a aujourd'hui le plus fort taux de croissance économique du monde). On comprend aussi pourquoi l'ex-Directeur Général de Elf-Gabon crache désormais dans la soupe gabonaise après l'avoir mangée pendant près d'un siècle. C'est que les anciens amis du Gabon en Europe francophone s'en détachent de plus en plus, préférant les zones sûres comme la Guinée Equatoriale et l'Angola, d'où le désespoir d'Omar Bongo obligé de se tourner de plus en plus vers les pays asiatiques pour des avances de fonds qui endettent un peu plus le Gabon sur le plan bilatéral.

Cela soulève la question épineuse de savoir si la France va finalement se désintéresser et se désengager totalement ou partiellement du Gabon. Ou encore, si la France donne désormais du mou à la corde qui soutenait jusque-là notre pays, le Gabon peut-il saisir cette occasion pour enfin commencer à développer un système économique autonome, indépendant ou tout simplement un Etat indépendant ayant des relations de coopération diverses et claires avec tout pays par lequel des opportunités peuvent se présenter?

Il y a une question sous-jacente à ce constat: qui est la France? Et qui est Albert Bernard Bongo devenu El-Hadj Omar Bongo, Mollah princier *ad vitam aeternam* du Gabon?

La France, c'est d'abord le Président en place, qu'il soit de droite (de Gaulle, Pompidou, VGE, Chirac) ou de gauche (Mitterrand). Ensuite tous les chefs de partis politiques français, y compris, en faisant un tour de 360°, les partis de l'extrême droite (par exemple, Le Pen, qui aurait des sociétés au Gabon) et de l'extrême gauche (Marchais, Hue). Il y a, évidemment, dans tout ce contexte politique liant les pays d'Afrique à la France, ce que l'on peut considérer comme la présence d'un véritable impôt colonial mis en place par de Gaulle pour soutenir la France économiquement politiquement grâce aux divers stratagèmes

officiels et obscurs mis en place pour faire des colonies la pierre angulaire d'une stratégie d'acquisition de ressources presque gratuites pour la France. André Tarallo, PDG de Elf-Gabon/Congo, le fameux Monsieur Afrique d'Elf, avait dit que cela représentait un danger pour un état souverain et une puissance mondiale comme la France que d'être soutenue financièrement par un petit état africain comme le Gabon. La première question qui viendra tout de suite à l'esprit est : pourquoi cela?

Pour répondre à cette question, une incursion dans l'histoire du Gabon est nécessaire. Nous ne prétendons pas refaire l'histoire du Gabon ici mais nous allons tout simplement l'explorer en allant à l'essentiel. Le reste, on laisse le soin à la nouvelle génération d'historiens africanistes gabonais de s'en charger. La région qui correspond au Gabon actuel devient colonie française en 1883. Colonie française signifie un territoire occupé, exploité et régi par la France dans le cadre de son expansion politique, économique et militaire pour des raisons impérialistes. C'est une de ses sphères d'influence. Au sortir de la seconde guerre mondiale en 1946, l'Union Française est créée. Elle comprend les DOM-TOM (Départements et Territoires d'Outre Mer) et les colonies d'Afrique. De Gaulle veut faire de la France une puissance mondiale, ayant une autonomie énergétique et dotée d'une arme atomique contre l'avis de Roosevelt et Truman, les Présidents américains de l'époque. Après la guerre d'Indochine en 1954 et sous la pression des élites de gauche, la France octroie l'autonomie à ses colonies en 1956. Afin de trouver une solution à la crise algérienne de mai 1958, le Président Coty fait donc appel au Général Charles de Gaulle. Ce dernier instaure la V^{ème} République et crée une Communauté Française, une sorte de Commonwealth à la française. La France veut l'Algérie à tous les prix car c'est un DOM clé pour ses ambitions. En fait, la Communauté est une manœuvre de de Gaulle afin d'atteindre cet objectif. Jean La Couture, historien français, spécialiste de de Gaulle dit que de Gaulle est un véritable «a-africain», un «a» privatif qui signifie qu'il n'aime pas l'Afrique noire. Il la découvre en 1944 grâce au Gouverneur de l'AEF (Afrique Equatoriale Française) Félix Eboué qui se rallie à la France libre en 1940 lorsqu'il est rejeté par les pétainistes au Sénégal. Un référendum est proposé à chacun des pays de la Communauté: rester dans la Communauté ou l'indépendance. L'unique refus vient de la Guinée qui accède immédiatement à l'indépendance en 1958. Mais la France, après avoir sanctionné la Guinée, se rallie rapidement à l'idée d'une indépendance totale et l'idée de Communauté devient ainsi caduque. La majorité des Etats membres, dont le Gabon, deviennent souverains en 1960. Mais des accords de « coopération » économique sont rapidement signés avec des marionnettes mises au pouvoir et contrôlées par la France. Deux ans plus tard, la France perd la guerre contre le FLN (Front de Libération National) algérien. L'Algérie devient indépendante en 1962. Il faut donc que la France trouve une alternative à l'Algérie. L'alternative est bien évidemment le GABON car, comme on l'a vu au début, il y a une découverte pétrolière qui y est faite en 1956. Par ailleurs, le delta de l'Ogooué est prometteur en richesses pétrolières et le sous-sol est gorgé de richesses minières dont l'uranium de Mounana, substance naturelle nécessaire à la mise au point d'une arme atomique. Les fameux accords de coopération économique mis en place sont, pour le Gabon, une continuité malsaine avec les institutions de la communauté de 1958.

Le Gabon se dote évidemment d'une constitution quasi française en 1961, et cela en fait un pays sous le contrôle total de la France aux niveaux économique, politique et militaire. On se souviendra que Léon Mba, premier Président du Gabon, aurait même demandé à Jacques Foccart («l'homme de l'ombre» de de Gaulle) de faire du Gabon un DOM tout simplement et tout purement. C'est parce que, dans les faits, le Gabon n'était véritablement pas un Etat indépendant, et cela, dans le cadre de la débâcle économique et politique que connaît le Gabon aujourd'hui, se voit de plus en plus.

Dans le Gabon de 1960, il y a le multipartisme et une presse d'opposition libre. Mais il y a un coup d'Etat qui arrive en 1964, coup perpétré par des militaires que l'on disait pro-américains. Léon Mba est ramené au pouvoir par les Légionnaires français qui le libèrent des griffes des putschistes. Le risque de perdre le Gabon comme l'Algérie est permanent. Par ailleurs, Léon Mba semblait trop mou à la France, car il hésitait beaucoup trop à emprisonner ou assassiner ses opposants politiques. Il fallait donc mettre au pouvoir une personne sûre. Cette personne, c'est Albert Bernard Bongo. Il a le profil idéal: 1) il est français puisqu'il est né VERS 1935, avant l'indépendance; 2) il est agent des services secrets français surveillant de près Léon Mba pour le compte de la France; il monte très vite dans la hiérarchie de l'Etat gabonais, d'abord Directeur de Cabinet de Léon Mba, puis son Vice Président plus ou moins imposé par la France en prévision de l'avenir; il ne fait pourtant pas parti de la crème de l'élite gabonaise de l'époque car il a fait l'Ecole professionnelle (l'ancêtre du Lycée Technique d'Owendo actuel) qu'il termine au Congo. A l'origine, Bongo ne s'appelle pas Bongo. Son père, selon la rumeur officieuse, fut l'esclave du père de Martin Bongo, ex-Ministre des Affaires Etrangères. C'est ainsi que le nom de Bongo fut donné au fils de l'esclave, qui devint ainsi un « Bongo », c'est-à-dire en se baptisant du nom du maître de son père; 3) il

est Téké, les Batékés au Gabon sont minoritaires... On comprend donc qu'Omar Bongo est un faussaire depuis son enfance. Faussaire en identité : Bongo est véritablement un nom d'emprunt, tout comme l'est l'Omar qui est venu remplacer l'Albert. Il est également faussaire dans la manière par laquelle il est devenu le président du Gabon.

Bongo a donc le profil idéal d'une marionnette, car Omar Bongo en devint une des plus assidues qui aient jamais été au service de la France. Un individu choisi dans le tas, dont les parents furent esclaves d'autres Tékés, et sans le soutien d'une arrière culture forte en termes numériques, est forcément incapable de développer un sentiment national et encore moins une CONSCIENCE nationale. On comprend pourquoi Léon Mba ne reviendra plus vivant quand il part pour la France en 1966 pour des raisons de santé. Il est euthanasié, pour être simple, afin de permettre à celui qui deviendra le Bourreau de Libreville (comme le Bourreau de Bagdad), de venir directement servir les intérêts de la France. Pendant des mois, la nouvelle de son décès est un secret pour les Gabonais restés au pays. Albert Bernard Bongo, assisté par quelques Gabonais comme Georges Rawiri et la France, leur patrie, mettent en place un système dictatorial pendant cette période. Le pays vit sa période de terreur quand une station de radio française diffuse la nouvelle du décès de Léon Mba depuis la France. Cette émission est reçue par un relais d'ondes radios installé à Libreville. La nouvelle se répand vite dans le pays. Il fallait se barricader chez soi entre 6h du soir et du matin. Les forces de l'ordre sont dans les moindres recoins du pays à la recherche de personnes parlant dudit décès. Il y eut plusieurs arrestations arbitraires.

Albert Bernard Bongo revient donc au Gabon et succède à Léon Mba en imposant le monopartisme et en créant le PDG (Parti Démocratique Gabonais) le 12 mars 1967. Il a été réélu président cinq fois: 1975, 1979, 1986, 1993 et 1998 et compte probablement encore l'être en 2005, ce qui en fera le plus vieux président d'Afrique, et peut-être du monde si Eyadema venait à partir. En 1967, Bongo a la gestion du pétrole et Georges Rawiri celle du bois.

Que dire de Rawiri ? On sait qu'il est l'un des dinosaures de la politique gabonaise. Il vient de se faire le luxe de se tailler sur mesure (par Smalto) la Chambre du Sénat dont il est le président. Selon la constitution, il est le troisième personnage de l'Etat, donc capable de devenir président de la république par intérim en cas de vacance (démission ou décès) du président et en cas d'incapacitation du président de l'Assemblée nationale. Il est propriétaire présumé de l'immeuble sis 12, rue Avenue Raphaël du 16^{ème} arrondissement de Paris qui abrite l'ambassade du Gabon. Il est accueilli et escorté par la police municipale d'Alès, une petite bourgade du centre sud de la France d'où vient sa femme, comme un président de la république car il finance le maire depuis des décennies et entretient le réseau routier. Par contre, chez lui à Lambaréné, c'est un véritable trou à rats qui pourtant abrite le site touristique le plus important du pays, l'hôpital Schweitzer. Un site connu mondialement et qui a inspiré Pierre-Claver Akendengue dans «Lambarena» et Bassek ba Kobhio, le cinéaste camerounais, dans «Le Grand Blanc de Lambaréné». C'est un véritable «Peau Noire, Masque Blanc» qui n'hésiterait pas à se faire cryogéniser afin de gouverner dans un pays qu'avec Omar Bongo et son clan, ils prétendent avoir créé. La nouvelle de sa mort s'était répandue lors des élections présidentielles de 1998. Il avait vite fait de la démentir personnellement. Rawiri est sans doute un des piliers intouchables et inamovibles du système Bongo, dont il détient tous les secrets, y compris celui entourant toutes les malversations financières et pétrolières auxquelles se livre le régime Bongo.

S'agissant justement du pétrole, la raison pour laquelle la SPAEF devient Elf-Gabon en 1967 au moment de la création de Elf Aquitaine est que Total n'arrivait pas à jouer efficacement le rôle mafieux qu'on attendait d'elle. C'est aussi la raison pour laquelle PETROGAB ne peut pas exister, car ce serait faire concurrence à Elf et surtout, risquer une transparence impossible et inacceptable pour Elf et la bande à Bongo. Les premiers ingénieurs sont ainsi tous ou presque tous des services secrets français, les fameux barbouzes de Pasqua. Le pétrole, les mines et le bois, les trois richesses principales du Gabon, sont gérées par des sociétés françaises sous la coupole des services secrets. Le peuple l'est aussi car le prétendu président de la République Gabonaise, Albert Bernard Bongo, est des services secrets français aussi, même jusqu'à aujourd'hui. Ne voit-on pas Bongo mêlé à diverses tentatives de déstabilisation de pays voisins en Afrique ? La Centrafrique, le Congo Brazzaville, le Biafra, et puis dernièrement, le complot visant à abattre l'avion du jeune Président Kabila du Congo Kinshasa. C'est dire que Bongo n'a jamais cessé de servir les intérêts de la France, son pays d'adoption, dont il détient encore la nationalité.

Le premier Ambassadeur de la France au Gabon, lui aussi des services secrets, devient le premier Directeur Général de la COMUF, la société qui exploite l'uranium de Mounana. Tout ceci sous l'œil

vigilant d'une présence militaire, le 5^{ème} Bima, prête à intervenir. La France prétend assister militairement un jeune Etat. La constitution a été modifiée dès lors mais l'influence française reste inchangée au Gabon. Un conseiller français du Mollah Omar Bongo dit par exemple qu'à chaque fois que le Mollah rencontre Kadhafi, il faut travailler dur afin de lui faire oublier les idées tordues du Libyen.

Le pouvoir exécutif passe à gauche en France en 1981 quand Mitterrand est élu mais il est impuissant vis-à-vis de la situation de néo-colonialisme mafieux de la France en Afrique, déclare le Général Marion, qui est le patron des services secrets français chargé par Mitterrand d'y voir un peu clair. Mitterrand s'y attend car il a déjà été sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Africaines. Le Floc-Prigent qu'il nomme à la tête d'Elf est obligé de développer des réseaux parallèles aux réseaux traditionnels. Edouard Balladur, nommé premier ministre lors de la seconde cohabitation, privatise les sociétés française en 1994 mais reçoit des ordres très fermes de la part de Mitterrand qui lui demande de ne pas toucher Elf pour les plus hauts intérêts de la République.

Le poids de la France dans tout ce qui se fait au Gabon demeure donc impressionnant, et presque asphyxiant pour le pays. Le Gabon peut techniquement et humainement encore se doter d'une industrie pétrolière capable de couvrir les besoins nationaux de l'exploration (upstream) à la distribution (downstream) en passant par la production, mais il faut quasiment faire une révolution afin de se débarrasser de cette emprise néo-coloniale. Nous entendons par révolution ici non pas un changement sur la base du militarisme, mais plutôt d'un changement profond et total des institutions actuelles. Mais c'est un changement qui, à un moment donné, ne pourra se faire que par certaines violences vu le désir farouche qui est celui du régime de se maintenir coûte que coûte. A l'allure où vont les choses au Gabon, où le pays croule dans une misère croissante alors même que les leaders politiques continuent à se remplir les poches avec l'argent emprunté au nom du peuple, il faudra probablement une étape violente visant à démanteler l'équipe au pouvoir pour qu'un changement radical de régime puisse s'effectuer. Les observateurs avertis ne voient tout simplement pas le Gabon changer par les voies démocratiques, tellement le régime agit arbitrairement pour se maintenir au pouvoir. La modification constitutionnelle de 2003, qui donne à Bongo le droit de se présenter autant de fois qu'il le souhaitera, accentue encore cette idée aux yeux des observateurs. La question n'est donc plus si le Gabon changera dans la violence, la question c'est quand un tel changement se produira-t-il? Et de quelle manière (coup d'état, soulèvement populaire, etc.) ? Un haïtien dira qu'une indépendance ne se donne pas, elle s'arrache. Au Brésil par exemple, le peuple a dû se soulever contre les sociétés multinationales et le pouvoir en place qui se partageaient les revenus pétroliers. Cela a conduit à la création d'une société nationale, PETROBRAS, qui est la société étatique qui a le mieux réussi dans le monde pétrolier. PETROBRAS n'opère plus seulement dans le vaste domaine minier brésilien ; elle a réussi à se créer des ramifications dans d'autres pays de l'Amérique du Sud et vient de prendre des intérêts dans le «West Africa», en Angola. Si les dirigeants gabonais avaient eu un peu de vision, le Gabon aurait pu faire pareil en se taillant la part du lion non seulement en Guinée Equatoriale, mais aussi au Congo Brazzaville et en Angola, où les instabilités étaient propices à une domination économique sous-régionale du Gabon. A cause du manque d'ambition et de l'incompétence du régime Bongo, c'est le Gabon qui risque de devenir le pays le plus pauvre de la région, avec un revenu pétrolier en constante baisse, et un régime n'ayant pas su diversifier pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole. Parce qu'il est impossible pour le système actuel enfermé dans ses lourdeurs d'entreprendre les réformes économiques nécessaires, il est impératif que le Gabon change de régime. D'où la nécessité plus qu'impérative d'un départ immédiat du pouvoir du régime Bongo.

Techniquement donc, et d'une façon générale, il faut restructurer la DGH qui peut être assistée par des bureaux de consultants locaux (priorité absolue) et internationaux, et aussi revoir le code minier en le rendant plus souple et plus attractif. Pour ce qui concerne le upstream, on peut récupérer les actifs de l'Etat détenus par les sociétés qui opèrent sur son sol, les fameuses sociétés conseillères techniques de l'Etat et ceux détenus par Shell et Elf-Gabon pour créer une société nationale. Les sociétés conseillères techniques de l'Etat appartiennent au Mollah qui a trouvé là un moyen d'échapper à la France et à Elf-Gabon. Nous pensons que les 17% appartenant aux investisseurs privés gabonais lui appartiennent totalement. Il est parfois difficile, à un moment donné, de faire la distinction entre le chien et sa queue, et de dire qui remue l'autre. Dans le cas des sociétés conseillères techniques de l'Etat, c'est la queue qui remue le chien. Une fois de plus, pour faire cette manœuvre il faut couper la queue du chien et le chasser de la propriété. Evidemment, il ne s'agit point ici de chasser littéralement, ni physiquement la France, partenaire dont le Gabon peut encore avoir besoin. Il s'agit plutôt de diversifier le tissu national par la promotion de la libre entreprise dans un cadre concurrentiel où des intérêts gabonais s'affirmeraient sur

l'échiquier économique national de manière à devenir des maillons nationaux essentiels d'une économie gabonaise redynamisée, aux côtés des intérêts français, américains, asiatiques ou autres.

Parlant donc justement de la France, il ne s'agit aucunement pour les Gabonais de tenir des discours anti-français inutilement. Oui, la France doit être condamnée pour ses méfaits en Afrique et au Gabon. Mais il faut être totalement naïf de penser qu'il aurait pu en être autrement. Les Gabonais doivent comprendre une bonne fois pour toutes que la France n'est pas au Gabon pour les intérêts du peuple gabonais. Elle est chez nous pour ses propres intérêts et à ce titre ne peut que chercher le meilleur moyen d'exploiter notre pays à moindre coût. Le problème, dans ce contexte, n'est donc pas la France puisque c'est de bonne guerre qu'elle exploite le Gabon. Le vrai problème, ce sont ces Gabonais qui se sont faits complices de la France et qui, d'une part, vendent notre pays au plus offrant, et qui, d'autre part, utilisent le produit de cette vente pour servir leurs intérêts et besoins personnels. Et il ne faut surtout pas se voiler la face, malgré tout ce que la France vole au Gabon, le Gabon est demeuré, techniquement, l'un des pays les plus riches d'Afrique. C'est dire que le pays a encore, après que la France se soit servie, assez de revenus pour pouvoir faire de bonnes et grandes choses pouvant mener à un développement durable. Mais Bongo et sa bande se sont accaparés des parts gabonaises, et les ont confisquées pour eux-mêmes, privant ainsi le pays des revenus dont il avait besoin pour se développer. Si Omar Bongo et sa mafia ramenaient tout ce qu'ils ont volé au Gabon, la dette du Gabon serait automatiquement épongée et le pays aurait de quoi vivre pendant les 10 prochaines années sans emprunter un seul rond. Ce n'est donc pas en France qu'il faut aller chercher les causes du désastre gabonais, mais au Gabon même, dans les comptes privés de la mafia bongoïste.

La vérité est que même avec l'exploitation française, le Gabon aurait pu devenir la première puissance économique, voire financière, d'Afrique. Et il fallait pour cela des leaders avec un minimum de jugeote politique et économique, une qualité que n'ont jamais eu Omar Bongo et sa bande, incapables qu'ils ont été de vision et de pragmatisme. Passer donc son temps à geindre sur ce que la France fait au Gabon ne résoudra rien pour les Gabonais. La France ne respectera jamais les Gabonais si les Gabonais eux-mêmes n'imposent pas à la France ce respect. Or, le respect ne vient pas parce qu'on geint. Le respect vient quand on pose des actes concrets capables de montrer à la France que le Gabon, à court, moyen et long terme, pourra investir ses richesses dans un sens qui réduira sa dépendance vis-à-vis de la France. Ce n'est pas la France qui dit à Bongo de détourner l'argent du Gabon et de l'installer dans ses comptes en Suisse. Ce n'est pas la France qui dit à Bongo d'instaurer des canaux mafieux occultes pour mieux ruiner son pays. Et ce n'est ni la place, ni le devoir de la France de venir nettoyer le Gabon de sa saleté pour les Gabonais. La France est comme un chien. Il mangera la ration que vous lui servez. Si vous avez un président corrompu qui offre à tout le monde le patrimoine de son pays, eh bien des pays comme la France se délecteront sur ce patrimoine. Qui ne le ferait pas ? Par contre, si un jour les Gabonais nettoient leur pays avec leurs propres initiatives, la France se pliera à cette équation.

Il faut donc aujourd'hui un éveil patriotique national. Les Gabonais ont construit un mythe de la France qui dépasse même les capacités de la France. Ils se sont également construits des peurs parfois insensées sur le fait que la France est là pour soutenir le régime Bongo. Nous disons que non. La France est là pour défendre ses intérêts, pas pour soutenir le régime Bongo. Le jour où les Gabonais, sans demander l'aide de la France ou de qui que ce soit, montreront à la France qu'ils sont capables de contrôler leur propre destinée, la France se pliera à cet impératif. Malheureusement, les Gabonais continuent de vivre dans la peur de la France et cette peur devient un allié du régime Bongo qui sait que les Gabonais ne tenteront rien contre lui tant qu'ils croiront que c'est la France qui le soutient. Et à cause de cette croyance, une léthargie politique et un déterminisme insupportables se sont emparés des Gabonais, qui laissent ainsi à la France et à Dieu la mission de changer leur propre pays. Le Gabonais devient alors otage de lui-même car à chaque fois qu'il dira « Qu'est-ce qu'on peut faire, c'est la France » ou « Bongo finira bien par mourir », il laisse libre court à la France et à Bongo de faire ce qu'ils veulent en toute impunité. Le jour où les Gabonais comprendront que la France n'est pas là pour changer le Gabon pour les Gabonais, ils pourront facilement se débarrasser du régime Bongo, et devant cette évolution, la France se pliera. Le Changement au Gabon ne pourra donc venir que des Gabonais eux-mêmes, pas de la France.

Il faut aussi savoir que la France ne contrôle pas toujours ce qui se passe en Afrique. Il y a des pays en Afrique comme la Côte d'Ivoire où les soulèvements populaires ont totalement surpris la France, forçant ainsi la France à composer avec le nouveau régime. Il y a aussi l'exemple de Madagascar où le président Ratsiraka, soutenu par la France, fut poussé à la porte par un opposant têtu qui ne voulut pas abandonner

sa victoire électorale que Ratsiraka, avec l'aide de la France, voulait voler par les méthodes habituelles. Résultat, devant l'intraitabilité de Marc Ravalomanana réclamant à cor et à cri la validation de sa victoire, la France était obligée de demander à Ratsiraka de partir. Le Gabon doit suivre une démarche similaire. Initier le changement sur le plan interne et par la suite demander à la France de se désengager de la politique gabonaise. Ce qu'il faut donc c'est prendre le taureau par les cornes dès maintenant. Le mythe selon lequel le pouvoir au Gabon ne se prend qu'à Paris doit disparaître. Le pouvoir ne se prend à Paris que pour les incapables de tous bords qui ont, sans que la France le demande, fait de cette France l'arbitre de tout ce qui se passe au Gabon. Il nous faut montrer à tous que ce mythe n'est vrai que parce que ce sont les Bongo, Mba Abessole, Mamboundou et tous les autres qui l'ont fait ainsi. Il nous faut montrer que désormais, c'est à Libreville et non à Paris que le Gabon se fera. Les Gabonais doivent, par leurs propres moyens, chasser Bongo du pouvoir, et ainsi mettre la France devant un fait accompli qui déclenchera entre les deux pays une nouvelle forme de partenariat. Le Gabon aura certainement besoin de l'investissement français et il nous appartiendra de mettre en place une politique économique digne de ce nom qui pourra être beaucoup plus profitable non seulement à la France, mais aussi au Gabon, pourvu que les parts gabonaises soient utilisées pour le bien du Gabon et non d'une famille. La nouvelle rentabilité gabonaise ne se fera pas sur la base du pétrole, mais bel et bien sur le développement de stratégies économiques basées sur la diversification qui, à moyen et long terme, feront du Gabon un pays solvable propice à l'investissement étranger et national.

En termes de révolution interne donc, il y a nécessité d'une triple révolution : révolution politique, révolution économique et révolution culturelle. Il faut savoir que, même si le Gabon n'a pas un passé guerrier, il y a eu des révoltes non négligeables pendant l'époque coloniale comme celles de Wongo au sud, Emane Tolé (Emane ler) de Ndjolé au centre et Bidzimisisme de Mitzic au nord. Rien ne dit donc que demain, les Gabonais ne se soulèveront pas pour chasser du pouvoir Omar Bongo et sa clique. Il faut donc plus que jamais s'attendre à ce qu'une révolution profonde secoue le Gabon, car il est urgent que les Gabonais s'attèlent à la création d'une vraie nation stable politiquement et combattante économiquement. Or, seul un régime nouveau doté de capacités innovatrice et prenant inspiration de nos diverses cultures pourra véritablement établir une conscience nationale dans un pays qui n'en a jamais eu à cause du bongoïsme ambiant. Mais il y a de l'espoir car depuis 1990, les Gabonais ont intégré la notion de grève dans leur culture politique.

Par ailleurs, des éléments culturels importants existent au Gabon qui peuvent mener à une conscience nationale basée sur un rapprochement de nos diverses cultures, à la fois par les mixages matrimoniaux et la religion. Au Gabon, il n'y a pas de religion nationale forte comme l'Islam en Algérie, mais il y a l'Ordre du Bwiti et la religion de l'iboga, cultes purement gabonais car pratiqués nulle part ailleurs. Il ne s'agit évidemment pas de créer un état religieux, mais plutôt de trouver un soubassement culturel à partir duquel une conscience nationale basée sur le respect mutuel et l'intégration culturelle peut se développer. Il ne s'agit pas non plus d'instituer une sorte de contre-religion révolutionnaire comme le fut le fameux «culte de la raison» de la révolution française. La religion de l'iboga peut tout simplement être vue comme un des processus socioculturels propres à la nation gabonaise, processus qui peut donc être utilisé pour renforcer un sentiment d'identité nationale autour de ce phénomène religieux, et de beaucoup d'autres éléments que l'on retrouve au sein de nos diverses cultures. Ceci se justifie par le fait que l'on estime que près d'une personne sur deux au Gabon est initiée au Bwiti et près de 100% consultent un Nganga après l'église et la mosquée. L'opposant Pierre Mamboundou n'a pas eu totalement tort de faire appel aux adeptes de l'Ordre du Bwiti lors des élections présidentielles de 1998. Il faut en effet un lien culturel et religieux fort à travers lequel tous les Gabonais pourront se reconnaître : la logique du Nganga contre celle du judéo-christianisme, sans toutefois que l'Etat ne se fasse juge de ce que le citoyen peut pratiquer comme religion. Dans le Gabon de demain, le citoyen sera libre de pratiquer la religion qui lui plaît, mais l'état, en marge de cela, s'activera à la promotion des cultures et religions locales pour les besoins de la création d'une conscience nationale qui liera les Gabonais du nord à ceux du sud, et ceux de l'est à ceux de l'ouest. Il faut même à l'état encourager les mariages mixtes entre les diverses ethnies et promouvoir de tels mariages par des avantages matériels spéciaux. Ceci, contrairement au régime Bongo sous lequel les valeurs venues d'ailleurs dominant, permettra de réhabiliter la science du Nganga, de rapprocher les Gabonais par une intégration ethnique efficace, et à un moment où des pandémies sévissent au Gabon, de développer la pharmacopée nationale, dont le coût des soins seront naturellement moins élevés et pourtant pas moins efficaces dans le soulagement des maux physiques et mentaux des Gabonais.

Il faut donc explorer cette piste en finançant la promotion de l'Ordre du Bwiti au Gabon par la construction des temples dans tous les recoins du pays, afin de réduire par l'attrait culturel qui peut en naître, la

prépondérance des croyances venues d'ailleurs. La vérité qui se cache derrière notre réflexion est que si le Gabon avait, d'un groupe ethnique à l'autre, développé une conscience nationale, il y a longtemps que Bongo aurait été chassé du pouvoir. C'est précisément pourquoi le régime a opté pour une politique de la division ethnique, parce qu'il craignait qu'un Gabon uni ne puisse jamais accepter de se faire dominer par une équipe aussi incompétente. En 1990, on a donc vu un semblant de conscience nationale se dessiner. Cela se confirma en 1993 quand le Mollah fut battu au premier tour des élections présidentielles par l'ancien opposant Mba Abessole. Toutes les conditions étaient réunies pour une révolution: le peuple attendait probablement un mot d'ordre de la part de Mba Abessole car, même à Bongoville chez le Mollah Omar, le pouvoir du régime Bongo s'était affaibli et une partie de l'armée s'était alliée à l'opposition. Il y avait même assez d'argent dans l'opposition pour financer une rébellion, c'est-à-dire acheter des armes, recruter des mercenaires à l'étranger et se battre contre la garde de Bongo. Une telle bataille n'aurait même pas duré une semaine et Omar Bongo et sa clique se seraient enfuis. Le peuple gabonais a laissé passer là son rendez-vous avec l'histoire et l'on sait aujourd'hui que Mba Abessole servait en fait les intérêts de Bongo, et que pour cela, il n'a jamais eu le courage de s'avancer plus loin que ne lui permettait Omar Bongo. Le BDP ne fera pas la même erreur.

Mais il n'est pas trop tard. Le BDP pense que le Gabon n'a même plus besoin d'une guerre civile pour changer. Le régime Bongo est tellement affaibli aujourd'hui qu'il ne demandera plus grand-chose pour l'évincer par tous les autres moyens possibles. Tout ce que cela demandera c'est des leaders politiques courageux capables de reprendre le pays en main par plusieurs canaux, sans que l'on ait besoin de tirer un seul coup de feu, ni même de lancer le peuple dans la rue. Les solutions sont toutes prêtes et le régime Bongo facile à démonter. Tout ce qu'il faut au Gabon c'est un leader capable d'éveiller une conscience nationale enfouie sous 37 ans de bongoïsme et d'ainsi rallier le peuple autour de l'idée d'un changement immédiat et inconditionnel.

Sur le plan économique relatif au pétrole, il y a pas mal de choses à faire aussi en matière de révolution. La solution que nous proposons est de faire de la République gabonaise un acteur visible de sa propre politique pétrolière, pour que celle-ci ne soit plus totalement laissée ni aux mains d'entreprises étrangères comme Elf, ni aux mains de ces entreprises obscures qui travaillent pour le compte de l'état privé institué par Bongo. Il faut dans ce domaine une transparence totale, une diversification nécessaire et une reprise en main vigoureuse des processus d'exploitation pétrolière au Gabon. D'abord, il faut à l'état revoir son code minier de fond en comble, mais par la suite, grâce à un système judiciaire renforcé, supprimer et punir toute forme de corruption entre l'état et les entreprises pétrolières, de manière à totalement sanitariser les processus économiques tout en rendant expéditives les procédures qui permettront aux entreprises de rapidement déployer leurs activités sur le sol national, que cela soit dans le cadre de l'exploration, ou dans le cadre des services liés à l'exploitation ou à la commercialisation du pétrole. Actuellement, le groupe Elf, devenu Total, détient 58% des parts pétrolières de notre pays, la République gabonaise 25% et des investisseurs privés gabonais 17%. Il faut donc déjà remarquer la faiblesse de notre participation dans ce processus. D'abord, pourquoi cette distinction entre Total (une compagnie privée) et des investisseurs privés gabonais ? Qui sont ces investisseurs ? D'où sont venus les fonds avec lesquels ils auront acheté ces 17% de part? Il y a là un amalgame obscur que le Gabon nouveau qui se prépare ne peut supporter, surtout quand on sait qu'en réalité, ce qu'on appelle investisseurs privés gabonais se réduit à la famille Bongo et à ses sbires qui, avec ces 17%, sont presque aussi riche que tout le Gabon. Il n'y a, en fait, que 8% d'écart entre ce qui revient au Gabon (25%) et ce qui revient à la famille Bongo et compagnie (17%).

Pour un rendement pétrolier efficace capable de relever les défis de demain, il faudra donc libéraliser et rendre transparents les processus de prise de part dans des entreprises implantées au Gabon, que ces entreprises soient nationales ou multinationales. La République gabonaise devra à un moment faire toute la lumière sur les fameux 17% détenus par la famille Bongo et compagnie et au besoin, récupérer ces parts pour les rajouter à ses 25%. L'Etat pourra aussi, au besoin et à terme, racheter dans les parts de Total afin d'augmenter sa tranche et ainsi détenir entre 48 et 52% des parts, tandis que le reste serait laissé au secteur privé, tous domaines confondus. A côté de cela, il faudra à notre pays être capable lui-même d'absorber certaines dépenses d'exploitation, de prospection et de production au travers d'une société nationale qui devra être impérativement créée pour gérer les parts gabonaises dans la transparence totale et sous le contrôle direct du parlement et de la Cour suprême réformée. Il faut savoir que la compagnie nationale nigériane NNPC détient 57% des parts de toutes les co-entreprises du secteur pétrolier dans le pays depuis 1977. Pourquoi le Gabon ne pourrait-il pas en faire autant en créant sa propre société et ainsi rendre transparents et légaux les processus pétroliers? Tout le monde aurait à

gagner s'il s'instaurait un minimum de transparence dans le domaine pétrolier au Gabon. Les entreprises étrangères n'auraient plus à payer des pots de vins faramineux pour obtenir des droits d'exploration, les processus seraient accélérés et l'état encouragerait l'investissement dans ce domaine par des avantages fiscaux indirects.

La nécessité d'une société nationale assurant la transparence dans les processus d'exploitation pétrolière est importante, mais elle ne pourra se faire si deux conditions fondamentales ne sont pas remplies. La première condition est d'ordre financier : c'est-à-dire que même si d'une part l'Etat Gabonais arrivait à trouver les financements pour la création d'une nouvelle société, et d'autre part l'industrie pétrolière génère des recettes brutes importantes, les bénéfices seraient par contre faibles pour une nouvelle société à cause des coûts relatifs à l'achat des équipements de production surtout pendant les premières années de production (il y a un risque de perte de confiance). La seconde est d'ordre humain, c'est-à-dire qu'il faut faire des efforts supplémentaires de formation du personnel gabonais capable d'assurer le fonctionnement d'une telle entreprise nationale, ce qui n'est pas le cas pour une structure existante.

Il s'agit donc principalement pour le Gabon d'agir sur le court, le moyen et le long terme. Dans le court terme, le Gabon peut donc prendre plus de parts dans la société Elf-Gabon existante, afin de consolider ses avoirs financiers découlant du pétrole et faire ainsi d'Elf-Gabon une société nationale de fait sans pour autant la nationaliser au sens stricte du terme. Elf-Gabon devra continuer à fonctionner sur un modèle privé, avec des employés du privé, sans entraves étatiques autres que les cadres légaux qui seront mis en place pour assurer la transparence dans l'industrie pétrolière au Gabon. Il est en effet important que l'état évite, dans le Gabon de demain, de s'imposer dans les conseils d'administration des entreprises et parfois, à dicter qui doit être employé ou pas, transformant ainsi des sociétés capables d'être productives en affaires familiales qui finissent par échouer. Une prise de part majoritaire du Gabon dans Elf-Gabon ne voudra donc aucunement dire un arbitraire étatique comme cela se fait sous Bongo, mais plutôt un savant dosage de la présence de l'état par l'imposition légale des principes de transparence afin surtout d'éliminer le fléau de la corruption, mais sans que l'état ne vienne alourdir la compagnie. Elf-Gabon est une société qui à une structure technique capable de jouer un rôle national, sous-régional et international, c'est-à-dire dispose d'une structure que le Gabon peut à court et moyen terme exploiter pour financer dans le long terme une société véritablement nationale. Parce que Elf-Gabon est la première entreprise nationale et a été classée dans le top 50 des sociétés africaines en 2000 par Jeune Afrique Economie, une société Elf-Gabon dans laquelle l'état gabonais serait majoritaire pourrait prendre des intérêts dans des projets d'autres pays du «West Africa», voir même ailleurs, comme l'a fait Petrolin qui vient de prendre 10% de participation dans un projet au Yémen. Notez que Energie Africa SA Gabon (une société sud africaine à qui le Mollah a vendu les parts de l'Etat dans différents projets), qui participe à des projets au Congo et en Guinée Equatoriale est construite sur un modèle similaire à ce que nous proposons. La Côte d'Ivoire elle-même fait là encore une leçon d'économie au Gabon. Même si son domaine minier est limité en potentiel pétrolier, elle a une société nationale et une société privée qui ont pris des intérêts au Congo Brazzaville, renforçant ainsi leurs bases nationales par une exportation de leur savoir-faire et de leur génie. Pour le Gabon, donc, une prise part majoritaire dans Elf-Gabon permettrait à la fois de consolider ses avoirs financiers dans le court et moyen terme et en même temps de pouvoir financer la formation de Gabonais compétent capables un jour de relever les défis pétroliers de demain avec compétence. Le Gabon ne dispose pour le moment de pas grand-chose en termes de personnel et de cadres qualifiés.

Evidemment, à terme, et surtout une fois que le pays se sera mis au pas de la légalité et que la transparence dans tous les secteurs d'activité économique sera dans les mœurs, l'état pourra se désengager du domaine pétrolier et laisser tous les processus aux entreprises privées. Ses revenus viendraient ainsi tout simplement des diverses taxes et impôts applicables en la demeure. Ceci est important car, à long terme, la tendance de notre pays doit aller vers la privatisation et non la nationalisation. Il faut au Gabon non seulement encourager la libre entreprise sur le plan national en fournissant aux nationaux les moyens d'un renforcement du tissu économique national privé, mais aussi encourager plus d'investissements étrangers au Gabon dans tous les secteurs, qu'ils soient pétroliers ou non pétroliers. L'état s'assurera tout simplement de fixer le cadre légal et fiscal du fonctionnement des entreprises et s'efforcera de limiter toute entrave étatique qui pourrait compromettre les chances de notre pays de se doter d'un tissu économique privé capable par son dynamisme d'absorber toute la main d'œuvre nationale et de mener au plein emploi. Mais pour cela, il faut au Gabon former plus de cadres et plus de personnel qualifié dans tous les domaines.

Le Gabon, pour financer ses prises de part et ses projets aurait-il besoin forcément d'emprunter de l'argent auprès du FMI et de la Banque Mondiale ? Pas nécessairement. Une réforme politique et administrative de fond au Gabon, couplée d'un redressement des mœurs étatiques devraient permettre au pays de retrouver des sommes considérables qui se perdent aujourd'hui dans les méandres de l'état bongoïste, qui est un véritable état gigantesque, donc budgétivore. Par ailleurs, une politique de diversification bien pensée devrait permettre à d'autres secteurs (la fiscalité, les banques, les services, y compris les services liées aux nouvelles technologies, etc.) de générer des revenus considérables capables de donner à l'état les moyens de ses projets. Evidemment, parce qu'une réforme politique permettrait désormais un meilleur contrôle de l'état par les diverses institutions légales et politiques, tout emprunt fait auprès des institutions internationales se doit d'être basé sur des termes transparents dans lesquels l'état montrera clairement comment il compte rembourser de telles dettes. Aucun emprunt ne devra plus être pris par le Gabon sans que l'on sache comment le pays le remboursera, et surtout, sans s'assurer que le pays sera capable de le rembourser dans les délais prévus. Et tout emprunt fait devra se faire sur la base de projets productifs capables de générer des revenus et donc de s'auto-financer en termes de budget de fonctionnement et de remboursement de la dette qui les a financés.

Quel rôle pourrait jouer Elf-Gabon dans ce processus ? Une fois de plus, Elf-Gabon était la seule filiale de Elf Aquitaine qui était indépendante, donc jouissait d'un statut spécial. Elle est cotée en bourse et rapporte au groupe Elf sa production pétrolière principale où le profit réalisé par la compagnie est passé de US\$ 51,3 MM en 1994 à US\$ 54,4 MM en 1995. Ce qui a saigné le Gabon dans le passé était le manque de transparence dans les processus pétroliers et le manque de cadre légal. L'on se souviendra des actifs disponibles dans les fameux comptes occultes mis en évidence non seulement lors de l'affaire Elf, mais aussi au travers des recherches de la Federal Reserve Bank américaine et de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC). Ces actifs peuvent être récupérés par l'état gabonais et servir dans le rachat des parts du Gabon dans Elf-Gabon. Par ailleurs, des processus sanitarisés et transparents empêcheront des fuites de capitaux supplémentaires et les pots de vins, donnant donc au pays les moyens de ses ambitions dans la cadre d'une action double : sanitatisation du secteur pétrolier et renforcement du secteur privé de l'économie gabonaise. Une telle action double aurait forcément des conséquences positives à court, moyen et long terme pour notre pays.

Il est évident que sans réforme de l'Etat, et surtout sans éviction de l'Etat Bongo, rien de bon ne pourra se passer au Gabon. Le manque de transparence dans le système, les manipulations politiques et la corruption qui y sévissent en toute impunité sont les maux les plus graves ayant mené à la catastrophe gabonaise actuelle. Pour que le Gabon survive et renaisse économiquement de ses cendres, il faut une réforme politique totale, l'instauration de l'état de droit au travers d'un système judiciaire renforcé et l'établissement de divers processus de contrôle de l'action gouvernementale par les institutions de la république supposées jouer ce rôle. Ce n'est qu'à ce prix que la corruption, la fuite des capitaux et le mercenariat chronique de l'Etat Bongo pourront être supprimés. La corruption politique et économique, qui a mené à une pléthore d'employés dans l'administration publique, aux salaires monumentaux des politiciens et à la fuite des cerveaux et des capitaux gabonais, se doit d'être supprimée de nos mœurs et cela immédiatement, si nous voulons qu'un jour ce pays nommé Gabon décolle. Omar Bongo a montré les limites de ses capacités en matière économique et politique, et a instauré la corruption tous azimuts comme mode de gouvernement. Nous parlons des sociétés écran offshore, des comptes de Citibank Gabon, Bahreïn, Iles de Jersey, Londres, Luxembourg, New York (alimenté par la société Tendin Investments Ltd. des Bahamas), Paris (alimenté par la société Leontine Investments Ltd. et le compte «OS», c'est-à-dire Omar-Samuel où notre ami Samuel Dossou-Aworet jouit d'un droit de signature), Suisse (Kourtas Investment, Davenport Associated SA et le compte Colette gérés par Sam, auquel le Mollah a recours dans les moments difficiles, comme à l'époque où il n'arrivait pas à payer sa caution de 70.000 dollars au Four Seasons Hotel de Houston lors de la réception manigancée de son prix de leadership). Mais il y a aussi le fameux compte joint Lemboumba-Bongo, où passent les 8,5% du budget national retirés tous les ans à partir 1995, et que Bongo et Lemboumba entassent pour leur bien personnel alors que le peuple végète dans la misère la plus totale.


Tout cet argent suffirait amplement pour financer les projets du Gabon et en réalité, le Gabon n'a vraiment pas besoin d'emprunter quelque argent que ce soit en ce moment, vu qu'une simple réforme politique, administrative et légale permettrait de dégager des sommes considérables. Autrement dit, l'hypothèse d'un emprunt auprès des institutions financières internationales est envisageable, mais pas nécessaire. Il y a dans les recettes pétrolières passées et actuelles de l'Etat, et dans les comptes privés du régime Bongo assez d'argent du peuple gabonais qu'on peut récupérer à l'aide de la Cour Internationale de

Justice et ainsi financer tout projet gabonais ayant besoin d'investissement. La population nigérienne n'hésite pas à utiliser ce moyen pour faire pression sur les compagnies pétrolières internationales comme Shell. Il faut bien comprendre que l'idée de transformer Elf-Gabon en une société nationale pétrolière par le biais de la mise en place d'une coentreprise où l'Etat est majoritaire n'est pas en contradiction avec le processus de privatisation en cours recommandé par le FMI qui doit être poursuivi. Nous envisageons un court terme dans lequel l'état est majoritaire, mais où les principes de gestion et la direction de l'entreprise resteront basés sur des principes privés sans entrave de l'état. Le long terme vise un désengagement total de l'état. Mais entretemps, Elf-Gabon serait probablement la seule exception au processus de privatisation, dans ce sens que ce sera la seule entreprise où l'état demeurera, dans le court terme, majoritaire, et cela dans le but unique de sanitiser par la loi les processus pétroliers tout en donnant à l'état les moyens de ses ambitions les plus immédiates. Humainement, même si l'industrie pétrolière est un milieu quasiment fermé aux Gabonais, la formation de plus de Gabonais dans ce domaine sera nécessaire pour le développement d'un génie pétrolier national. Il y a actuellement un nombre de Gabonais assez limité travaillant dans des sociétés exploratrices au Gabon et à l'étranger, dont certains ont été formés par Elf et Shell Gabon, mais mis en préretraite entre 1998 et 1999 lors de la crise. Cette main d'œuvre expérimentée peut être rappelée et la formation peut être accélérée pour beaucoup d'autres Gabonais qui viendraient ainsi jouer un rôle prépondérant dans les processus pétroliers au Gabon.

Pour ce qui concerne le downstream, la société nationale de raffinage des produits pétroliers SOGARA (détenue par l'Etat à 25%, Total 49,25%, Mobil, Shell, ChevronTexaco, Agip, chacun 6,25%, autres 7%) couvre bien presque tous les besoins nationaux et peut couvrir ceux des pays voisins comme la Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe qui ne possèdent pas encore de raffinerie. SOGARA exploite sa capacité de production à 80%, une production qui se situe actuellement à 17 300bj. La capacité minimum requise pour la viabilité d'une raffinerie étant de 20 Mbj, il y a là un certain manque à gagner, surtout quand on sait qu'il y a certains produits pétroliers que le Gabon ne produit pas encore (le gazoline d'aviation) ou qu'il ne produit pas assez (le jet fuel, le kérosène, le gasoil...) et qu'il est encore obligé d'importer. Scandaleux ! Le Gabon pourrait pourtant facilement augmenter les capacités de ses raffineries pour pouvoir se saisir du marché Equato-Guinéen en matière de raffinage. Le Gabon pourrait même agrandir ses raffineries pour devenir le pays vers lequel les voisins exporteraient leur pétrole pour raffinage, avant de le réimporter sous forme de produit fini. Le Gabon pourrait même lui-même acheter ce pétrole et le leur revendre sous forme raffinée. Là encore, la Côte d'Ivoire donne un exemple de coopération sous régionale en cédant 5,4% de participation au Burkina Faso dans sa raffinerie, la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage). Le Gabon vend son pétrole brut à la raffinerie du Sénégal et pourrait en vendre à d'autres pays africains qui importent le brut d'Iran (Afrique du Sud), des Emirats Arabes Unis (Kenya), d'Arabie Saoudite (Zambie). Certains pays comme le Burkina Faso développent leur capacité d'approvisionnement en hydrocarbures: passer de 2 à 3 mois de réserves. Le Gabon pourrait alimenter ces marchés. Le downstream a donc encore un potentiel de développement tant pour le marché national que sous-régional, mais il faut pour cela un pays politiquement stable et la capacité de pouvoir mettre en confiance les partenaires avec lesquels nous pourrions vouloir travailler. Or, le Gabon n'a ni l'une ni l'autre : politiquement, la révolte couve et Bongo attise cette possibilité en continuant à manipuler à sa guise les institutions ; économiquement, le Gabon est trop corrompu pour être un partenaire viable pour ses voisins un peu mieux organisés.

Pour conclure sur ce point, ce n'est pas tant le Mollah qui pose problème, ses jours sont comptés et son régime décrédibilisé plus facile à démonter que jamais. Les Ivoiriens étaient convaincus qu'Houphouët allait vivre éternellement. Il a fait construire une basilique où, dit-on, il a fait mentir Léonard de Vinci en modifiant la Cène, le dernier repas de Jésus avec ses apôtres. Houphouët est parti, certes de manière naturelle en mourant au pouvoir à un âge avancé. Nous, Gabonais, ne laisserons pas Bongo mourir au pouvoir Gabon. Omar Bongo devra, s'il coopère avec les forces du changement, prendre une retraite anticipée qu'il aurait dû prendre déjà en 1990, ou alors, s'il ne coopère pas, être mis à la retraite de force, et par tous les moyens possibles.

Et les signes ne trompent pas. La France elle-même semble de plus en plus traîner les pays vis-à-vis de Bongo et de son régime. Les institutions financières sont de plus en plus intraitables envers le Gabon, et Omar Bongo est bel et bien dans la ligne de mire non seulement des institutions financières internationales, mais aussi de l'administration américaine, et ceci depuis la présidence de Clinton. Et dans le pays même, le BDP-Gabon Nouveau s'installe pour commencer à œuvrer pour un changement radical de régime au Gabon, dans le cadre d'une philosophie intransigeante du Bongo doit partir, qui ne



laisse la place à aucune compromission, ni langue de bois. La philosophie du Bongo doit partir est essentielle, elle répond à une exigence nationale de changement véritable et ne peut donc souffrir d'aucune faiblesse dans sa détermination à évincer le régime Bongo, pour que se fasse un Gabon nouveau capable de pourvoir aux besoins nationaux en développement durable.

III - Pétrole et diversification de l'économie

En matière de diversification économique, nous pensons que même si on garde la structure actuelle de l'industrie pétrolière, elle génère encore suffisamment de recettes à l'Etat pour faire pas mal de choses. Comme on l'a vu, les exportations et la fiscalité comptent pour 60 % des revenus de l'Etat, dont le budget national s'élève actuellement à plus de 1000 milliards de F CFA), c'est-à-dire près de 2 milliards de dollars US, et ceci depuis quelques années alors que ce budget avait toujours gravité autour de 800 milliards de CFA dans le passé. Ceci veut dire que les revenus pétroliers peuvent en effet servir de levier pour le reste de l'économie. C'est tout simplement un problème de gestion et de volonté politique.

En effet, l'optimisation de la gestion des recettes peut permettre d'absorber les fluctuations des cours internationaux. Il existe des techniques assez complexes, mais on peut en retenir trois. D'abord les «commodity bonds» qui permettent aux marchés financiers de lier le service de la dette aux prix pétroliers dont le taux d'intérêt est libellé en quantité pétrole. Autrement dit, on paye la dette en quantité pétrole. C'est une opération qui conviendrait au Gabon car il dépense 60% de son budget pour le paiement de sa dette extérieur. Deuxièmement, les «swaps» qui sont des instruments de marché qui permettent de gérer les risques de prix. Par ce procédé, on peut soit prendre une position par rapport au prix du baril qu'on souhaite recevoir, soit payer pendant une période pouvant couvrir plusieurs années. Autrement dit, si on choisi de payer la dette en quantité pétrole, on fige le prix du baril pour une période donnée, ainsi les fluctuations de prix n'auront pas d'impact direct sur les programmes économiques durant ladite période.

Troisièmement, l'utilisation d'un fonds de stabilisation qui sert à stabiliser les recettes d'exportation, ce qui est un grand besoin pour le Gabon. Dans ce processus, on épargne en période de vaches grasses et quand les flux pétroliers ne sont pas favorables, on sort cette épargne pour stabiliser l'économie, empêchant ainsi la baisse grave des revenus de l'état. Ce fonds de stabilisation serait ainsi alimenté par les recettes de l'état quand le prix du baril dépasse un seuil fixé qui peut être de US\$ 15/b. Ce prélèvement est fait selon un pourcentage qui va varier de 0 à 100% (100% étant fixé à US\$ 20/b) si le cours du baril est en hausse et de 100% à 0 si le baril est en baisse. En dessous du seuil fixé, on reverse cet argent dans les comptes de l'état selon le même procédé en pourcentage progressif si on s'éloigne du seuil et dégressif si on se rapproche de celui-ci. Néanmoins, des problèmes inhérents à la gestion d'un fonds de stabilisation peuvent se présenter dans le cas d'une mauvaise gouvernance comme dans celle du Gabon. Le Mollah a une autorité «carte blanche» sur les revenus de l'Etat et serait tenté de puiser dans ces fonds pour ses besoins personnels. Déjà, le prélèvement de 8,5% sur le budget national tous les ans qui va dans ses comptes personnels à l'étranger depuis 1995 ne lui suffit pas, et les 1,9 millions de dollars déposés par le trésor gabonais dans ses comptes de Citibank sont une indication de l'impossibilité d'établir une gestion rigoureuse des riches gabonaises tant qu'Omar Bongo est au pouvoir. Il faut donc un régime nouveau, un état nouveau et une loi nouvelle pour que puisse marcher toute idée de fonds de stabilisation et toutes les autres réformes envisagées. Il faut donc, dans ce cas encore, changer de régime politique et/ou créer une commission nationale indépendante de gestion des recettes pétrolières travaillant sous le contrôle direct du parlement et des autres institutions légales. Mais avec le régime Bongo toujours en place, aucune commission ne serait jamais véritablement indépendante, donc la seule solution est l'éviction pure et simple du régime.

Nous pensons aussi comme le financier George Soros qu'un effort considérable doit être consenti par les gouvernements des pays producteurs de pétrole quant à leur responsabilité vis-à-vis de la gestion de leurs revenus. Soros et 160 ONG veulent que les marchés boursiers exigent aux compagnies pétrolières internationales de publier le paiement des bonus de signature, des taxes et des royalties aux gouvernements des pays dans lesquels ils opèrent. Cette campagne pousse les principaux bayeurs de fonds comme le FMI et la BM à différer tout crédit en dehors d'une aide humanitaire tant que les gouvernements n'ont pas encore publié leurs revenus pétroliers et miniers. Les autorités angolaises et nigérianes ont exprimé leur volonté de coopérer.

La combinaison de la mise en place d'un fonds de stabilisation et de l'utilisation des produits financiers dérivés comme les «commodity bonds» et les «swaps» permettraient donc d'optimiser les potentialités d'une gestion des recettes pétrolières, mais cela dans un cadre politique et administratif réformé, pour éviter les dérives passées. Les actifs de ce fonds de stabilisation peuvent être utilisés dans des investissements sûrs et ainsi participer au développement du reste de l'économie.

Elf-Gabon avait pourtant bien commencé en créant la fameuse PID (Provision d'Investissements Diversifiés) qui devait servir, comme son nom l'indique, à la diversification de l'économie. Il y eut le lancement de certains projets agricoles comme AGRIOG, et la création d'un centre de recherche comme le CIRMF qui est le centre de recherche médicale le plus sophistiqué de la sous-région. Cependant, ces projets ne s'inscrivent pas dans un plan de développement logique pour un pays qui se veut en développement. Ils sont mis en place afin de dépenser le surplus d'argent et servir à des intérêts particuliers. Le CIRMF, par exemple, aurait été créé, selon la rumeur, pour trouver une solution au sous-peuplement du Gabon. On s'est vite rendu compte au CIRMF que c'était plus un problème de santé élémentaire qu'autre chose. En d'autres termes, le Gabon est sous-peuplé pour des raisons de santé publique diverses qui découlent du manque de structures médicales et hospitalières, et de l'absence d'un suivi médical des populations. Par ailleurs, les Gabonais souffrent plus d'une infécondité acquise que d'une infécondité héréditaire, ce qui veut dire qu'un suivi médical efficace dans le cadre d'une politique globale de santé publique serait capable, en mois de 10 ans, de remettre les pendules à l'heure. D'autres raisons avancées par la rumeur disent que le CIRMF avait été créé pour permettre la poursuite des recherches sur le SIDA par des chercheurs de l'Institut Pasteur qui avaient donc là l'endroit idéal pour l'utilisation presque incontrôlée des chimpanzés cobayes de Franceville et de Makokou, et par Sanofi (groupe pharmaceutique contrôlé par Elf) pour la mise au point d'un vaccin anti-paludéen. Mais actuellement au Gabon, on semble plus préoccupé par le développement des programmes liés à la biodiversité de la canopée (vie dans la cime des arbres) et la primatologie (étude des singes) que par les problèmes de santé publique. En clair, on étudie les plantes et les animaux, mais rien n'est fait afin d'éliminer la chlamydie et le paludisme qui sont respectivement la cause de l'infécondité acquise pour l'une, et la première cause de mortalité des Gabonaises et Gabonais pour l'autre. Le SIDA lui-même continue de ravager les populations par un taux se rapprochant dangereusement des 20% d'incidence, sans que cela préoccupe à la fois les fameux chercheurs du CIRMF et le gouvernement Bongo. Les chercheurs canadiens ont été virés par l'état et le projet de faire venir d'autres laboratoires étrangers traîne les pieds, tandis que de jeunes chercheurs gabonais vivent l'esclavage dans d'autres pays alors qu'ils pourraient être utiles à leur propre Gabon. Les chercheurs français de Pasteur, les fameux « maîtres », quant à eux, s'ennuient et organisent pour se distraire des « garden parties » toutes les fins de semaines, « garden parties » durant lesquelles ils fument impunément le cannabis ou le « Tabac Congo ».

Le Gabon n'a donc pas pu échapper à la mauvaise gestion qui mine les pays producteurs de pétrole. Le célèbre Dr. Cheik Yamani, ex-Ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, dit que « trop d'argent tue l'économie; une autoroute que vous pouvez financer à 1 million de dollars finit par vous coûter 1 milliard de dollars ». C'est une des raisons pour lesquelles le Gabon n'arrive pas à respecter ses politiques économiques. A cela s'ajoute le joug de la France et le problème de la gestion hasardeuse de tous ces apprentis sorciers qui sortent du fin fond de Bongoville et qui sont à tous les niveaux de la gestion des deniers publics. Le Gabon est devenu une affaire familiale et de clan et non plus une préoccupation d'intérêt national.

Cela nous amène à parler de la volonté politique. André Tarallo dit qu'il y a tellement d'argent généré par Elf-Gabon qu'on ne sait pas quoi en faire, même après avoir payé l'impôt colonial à tous les partis politiques français et laissé au Mollah sa part. Il avait proposé au Mollah de développer le Gabon en se lançant dans la construction de routes, de ponts et d'immeubles. Mais le Mollah, qui ne comprend pas les principes élémentaires de l'économie, ne sait pas que sans routes, point d'économie productive, et sans immobilier pour soutenir l'activité interne, point de rentabilité. Aux USA, l'immobilier est le talon d'Achille de l'économie et favorise la naissance de sociétés de services ainsi que d'industrie du bois, du ciment et autres, ce qui amène l'emploi. Mais pour Bongo, il ne faut surtout pas investir dans des projets sans profit de ce type, comprenez des projets sans profit direct et personnel immédiats pour le Mollah lui-même. Son seul impératif fut la construction, pour raison personnelles encore une fois, du chemin fer d'Owendo/Franceville, pour lequel il a vendu le Gabon aux intérêts étrangers.

Pour le secteur minier qui est directement lié au pétrole, on pourrait par exemple lancer des projets touchant à la fois au pétrole et aux mines, comme la fabrication du carbure de fer, un alliage de fer et d'hydrocarbures. Le projet du fer de Belinga en lui-même n'est pas viable car le fer est une ressource naturelle renouvelable et le gisement de Belinga est le deuxième gisement mondial après celui du Brésil. Par conséquent, sa mise en exploitation totale ferait chuter de façon importante les cours du fer sur le marché, et cela semble inquiéter les multinationales. Des tentatives de mise en exploitation ont été faites, mais les sociétés opératrices potentielles ont souvent été rachetées par des sociétés plus importantes qui dominent le marché, justement pour empêcher une chute des cours. Mais le Mollah, parce que ces compagnies lui reversent des sommes considérables pour sa coopération, a toujours fait croire à la

population de l'Ogooué Ivindo que le fer de Belinga est de mauvaise qualité. Il faudra que le Gabon voit comment, à un moment donné, le fer de Belinga pourrait être mis en exploitation, ne fût-ce que pour une consommation nationale. Il est insensé que le Gabon continue à importer des tôles et des fers de construction du Cameroun alors qu'il serait capable, localement, de développer son autonomie à ce niveau. D'autres pays ont pourtant fait bien en matière de diversification. L'Afrique du Sud a développé une industrie de fabrication d'hydrocarbures synthétiques à partir du charbon et du gaz naturel. On pourrait développer ce genre de projet au Gabon. On peut aussi lancer des projets mixtes pétrole-agriculture en fabriquant par exemple des engrais chimiques nécessaires à une agriculture extensive et ainsi sortir la population rurale gabonaise d'une agriculture de subsistance non mécanisée qui ruine leur santé et réduit leur espérance de vie sans contrepartie majeure en matière d'autosuffisance agricole et alimentaire..

L'initiative privée est une voie à explorer car elle crée une dynamique de compétitivité qui n'existe quasiment pas au Gabon. Des fonds mis en place par le FMI et le PNUD par exemple comme le FODEX et d'autres projets du ministère des finances et de l'environnement ont été détournés de leur intention par le pouvoir en place. Le problème de la compétitivité est également miné par le problème du sous-peuplement. Si le Gabon veut, dans l'immédiat, se doter d'un marché interne viable, il lui faut une population conséquente. Il faudrait donc, à terme, se lancer dans un processus de naturalisation de certains étrangers de façon contrôlée et étudiée. Les chiffres officiels indiquent une tolérance zéro de l'immigration au Gabon, donc une «immigration zéro» sur le plan officiel. Résultat, on aboutit à une immigration illégale incontrôlée dont les bénéficiaires se perdent parce qu'ils ne sont pas canalisés. Ceci peut être vu comme une politique ridicule du «Gabon d'abord». La réalité est que le Gabon est un pôle d'immigration et toutes les statistiques montrent qu'il le sera de plus en plus dans le futur. Actuellement, le Gabon grouille de nombreux ressortissants d'autres pays africains qui compteraient probablement pour la moitié de la population et qui y sont installés depuis près d'un demi-siècle pour certains en faisant allusion aux populations Haoussa d'origine camerounaise. Il y a «un malien» dans presque chacun des villages les plus reculés du Gabon. Et là encore, la Côte d'Ivoire fait une leçon au Gabon. Elle a adopté une politique d'immigration et a doublé sa population en 20 ans (8 millions en 1980 et 16 millions en 2000). Le Gabon a doublé sa population en 20 ans aussi mais les proportions ne sont pas les mêmes (0,6 millions en 1980 et 1,2 millions en 2000). Ainsi le Gabon a une population plus de 10 fois plus petite que celle de la Côte d'Ivoire, mais a un PIB 10 fois plus important (US\$ 6000 contre US\$ 600 en 2000). Donc peu de revenus et une population relativement importante crée une dynamique de compétitivité. Ce qui est l'inverse au Gabon où il y a trop de revenus pour une population relativement petite, et cela tue la compétitivité car il est impossible dans ce cas d'avoir un marché national capable de soutenir le tissu économique. La question mérite une réflexion profonde et fait partie d'une des idées soulevées par la Banque Mondiale dans un rapport de 2002. Le Gabon doit pouvoir adopter une politique d'immigration qualitative telle que pratiquée par les USA. Les Etats-Unis établissent des quotas annuels d'immigration, ne faisant ainsi entrer qu'une immigration qualitative (conditions d'éducation) qui vient ainsi faire jouir l'Amérique de son savoir-faire tout en profitant du contexte de productivité américain. Au Gabon, nous pouvons mettre une politique en place qui viserait, en 10 ans, à atteindre une population de 2 millions d'habitants par, d'une part, une immigration qualitative contrôlée, et d'autre part, une politique de santé publique et de natalité (récompenses financières et immobilières pour les grandes familles, etc.) qui allongeraient l'espérance de vie des adultes de 50 ans aujourd'hui à au moins 75 ans dans dix ans, tout en réduisant de façon draconienne la mortalité infantile. Ceci contribuera, à terme, à doter le pays d'une population productive en bonne santé qui constituera le socle d'une expansion économique nouvelle.

Le but final, évidemment, est de créer les conditions qui rendront le Gabon moins dépendant de ses revenus pétroliers grâce à une effervescence économique interne capable de générer assez de revenus pour soutenir durablement l'économie, avec ou sans pétrole. Les revenus pétroliers ne deviendraient, dans ce cas, qu'une sorte de ressource stratégique qui viendrait, en cas de crise grave dans les autres secteurs, soutenir l'économie nationale. Ceci est possible, mais il faut s'y mettre dès maintenant.

IV - Conclusion : Pas d'« après-pétrole » réel sans « après-Bongo » immédiat

La notion d'« après-pétrole » est une notion absurde. Il n'y pas beaucoup de pays dans le monde ayant commencé une activité pétrolière pour ensuite l'abandonner. Les états producteurs de pétrole dépendent de plus en plus de leur recettes pétrolières (fig.2) et les importateurs, riches ou pauvres, dépensent jusqu'à 50% de leurs devises afin d'assurer leur consommation en produit pétroliers, produits qui ne se limitent pas au carburant mais qui entrent dans la productions de dérivés (caoutchouc, pneus, bitume, gaz, etc.). Pour le Gabon, il ne s'agit pas tellement d'une question d' « après-pétrole » dans l'absolu, il s'agit plutôt, comme démontré plus haut, de s'interroger sur ce que le pays peut faire « avec son pétrole » pour d'une part réduire sa dépendance vis-à-vis de ce produit, et d'autre part, développer d'autres secteurs de l'économie par la diversification.

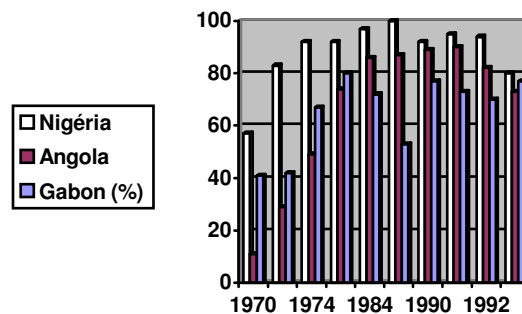


Fig.2: Part des exportations pétrolières dans les exportations totales en % (source CNUCED)

Ainsi, pour le Gabon, repenser l'après-pétrole va de soi : c'est pendant qu'on a encore du pétrole qu'il faut y penser, pas après. C'est donc maintenant ou jamais que le pays doit mettre en place des stratégies allant dans ce sens. Mais avant que de parler de vrai développement économique au Gabon avant ou sans le pétrole, il y a l'écueil du contexte politique dans lequel se passerait un tel développement. Ce dont il faut parler, dans ce cas, c'est de l'« après Bongo » de l'industrie pétrolière gabonaise, c'est-à-dire de sa réorganisation dans le sens d'un développement qui devra échapper à la gestion hasardeuse du pouvoir en place et aux rapports mafieux entre l'état gabonais actuel et la France.

Des réserves pétrolières, il y en a encore au Gabon. Même si le Gabon est une province pétrolière dite mûre, son potentiel reste encore à identifier au gré de l'évolution scientifique et technologique et du contexte politico-économique global. Les réserves du Gabon pourraient encore couvrir les 20 prochaines années au rythme actuel de la production, pourvu que les techniques existantes permettent d'accéder à aux réserves actuellement inaccessibles pour raisons géologiques diverses. Mais il reste également vrai que sans nouvelles découvertes de puits exploitables rapidement et à moindre coût pour les compagnies, la production gabonaise sera réduite de moitié dans 5 ans et pratiquement inexistantes dans 10 ans. Il y a donc plus que jamais nécessité d'une collaboration franche et transparente entre l'état gabonais et les entreprises souhaitant s'investir dans le pétrole gabonais, pour que tout soit fait dans un sens qui puisse amener à plus de découvertes.

Afin d'assurer la croissance et l'efficacité de l'industrie pétrolière au Gabon, il faut tout simplement que notre pays se serve de la culture pétrolière développée depuis près d'un siècle afin de réorganiser une industrie pétrolière capable d'assurer les besoins nationaux et de jouer un rôle politique et économique sous-régional et international en restant à l'écoute de l'évolution scientifique et technologique globale. Cela passe non seulement par la création d'une société pétrolière nationale, la réorganisation de la DGH, la révision du code minier, le développement de la raffinerie existante et l'utilisation des instruments de marché afin de maîtriser la volatilité des prix et la gestion des revenus, mais aussi obligatoirement par le développement de grandes universités compétitives en sciences exactes et humaines, car le transfert des technologies et des connaissances est aussi important que le problème de l'accès aux crédits nécessaires au lancement de projets pétroliers. Il faut aussi la mise en place des conditions pertinentes

d'un développement de la libre entreprise et de l'initiative privées, choses qui passent nécessairement par une politique active de la croissance de la population par l'immigration contrôlée et la prise en compte des besoins de santé publique dans le sens d'une longévité beaucoup plus avérée.

Ces objectifs de croissance et d'efficacité sont inhérents à une gestion responsable de la part de dirigeants capables de promouvoir le développement de l'économie de leur pays de façon générale et cohérente. Il va sans dire que le pétrole ne peut être vu en isolation du reste de l'économie. Ses revenus peuvent aider au décollage des autres secteurs d'activités et à doter le pays de diverses infrastructures devant accompagner ce décollage. En retour, ces autres secteurs, une fois développés, permettront de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole tout en permettant de mieux investir dans la prospection et la planification pétrolière. Cependant, le contexte politique qui prévaut au Gabon depuis son indépendance est en contradiction avec sa propre politique de développement. Des réformes institutionnelles nécessaires sont à initier immédiatement car c'est un passage obligatoire vers ce jour de gloire du troisième millénaire où poindront enfin le renouveau et la renaissance du Gabon. D'où l'idée défendue par le BDP-Gabon Nouveau, selon laquelle Bongo doit partir, pour que puisse se construire un Gabon nouveau. C'est une nécessité à laquelle le Gabon ne peut échapper s'il veut faire face aux divers défis de la mondialisation, défis que le régime Bongo a été incapable de relever en 36 ans de pouvoir sans partage.

Parce que le BDP pense que la présence de Bongo retarde inutilement le développement du Gabon, et parce qu'il est possible, avec un gouvernement nouveau dans le cadre d'un Etat nouveau, de faire en 5 ans tout ce que le régime Bongo n'a pas pu faire en 36 ans, la philosophie du « Bongo doit partir » devient une nécessité inévitable. ce départ doit se faire maintenant, et par tous les moyens possibles, si le Gabon veut se lancer rapidement sur la pente d'un développement durable capable de ramener la dignité dans l'âme et dans l'être du peuple gabonais.

Fait à Genève, le 7 novembre 2003.

Dr. Richard Assima
Ministre de l'Economie, du Commerce et du Développement
Gouvernement de Salut National en exil
Président de la Commission Economique dyuBDP-Gabon Nouveau sur le Gabon

BDP-Gabon Nouveau



P.O. Box 3216 TCB
West Orange, NJ 07052
Tél./Fax : 973-233-1652



Bibliographie

A.F.P., 1999; Le président gabonais lauréat d'un prix américain au Texas

Claudine Sigam, 1996; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le secteur pétrolier en Afrique subsaharienne: situation, développement et perspectives

DGEEH, 1998; Rapport annuel d'activité 1997

Duncan Clarke, 2003; The third scramble for Africa: origins, insights, and dynamics to 2025

HIS Energy Group, 2003; Gabon annual report

I.P.S., 1999; Economy – Gabon: petroleum reserves dwindle

Karl Maier, 2003; A call for transparency in global oil. Bloomberg News

Nelson Antosh, 2003; New plays in the Gulf. Vast drilling depths could yield giant Gulf discoveries

The World Bank, Washington, D.C., 2002; African development indicators 2002

Warren Vieth, 2003; U.S. quest for oil in Africa worries analysts, activists

US Department of energy, 2002; Oil recovery. Field demonstration

Economic Report on Africa 2003: Accelerating the Pace of Development. Addis Ababa, Ethiopia: Economic Commission for Africa, 2003.